

Très solide, le Groupe s'engage plus que jamais pour soutenir concrètement ses clients et l'économie

DONNÉES PUBLIÉES GCA et CASA

Revenus et résultat brut d'exploitation en hausse sur le trimestre

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
Revenus	8 468 m€	+3,1% T3/T3	5 151 m€	+2,4% T3/T3
Charges	5 096 m€	-2,4% T3/T3	2 991 m€	-1.1% T3/T3
Résultat Brut d'Exploitation	3 372 m€	+12,5% T3/T3	2 160 m€	+7.8% T3/T3
Coût du risque	596 m€ 96% de la hausse liée aux encours sains	x1,6 T3/T3	605 m€ 71% de la hausse liée aux encours sains	x1,7 T3/T3
RNPG	1 769 m€	-4,3% T3/T3	977 m€	-18,5% T3/T3
Coefficient d'exploitation (hors FRU)	60,2%	-3,3 pp T3/T3	58,1%	-2,1 pp T3/T3

DONNÉES SOUS-JACENTES CASA

Sur 9 mois hors fond de résolution unique (FRU), résultat brut d'exploitation en hausse (+5,2%) et résultat net part du Groupe résilient (-8,8%)

Solidité financière : ratios CET1 bien au-dessus des exigences SREP

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
CET1 phasé	17,0% +0,9 pp T3/T2 +8,1 pp au-dessus du SREP Incluant 16 pb de dividende non distribué en 2020	12,6% +0,6 pp T3/T2 + 4,7 pp au-dessus du SREP Incluant 60 pb de dividende non distribué en 2020
	404 Mds€ de liquidité fin sept. 20	Dividende 0,40€ Par action sur les 9m-20

Force du modèle : l'activité a retrouvé son niveau d'avant crise

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
Encours de crédit Banque de Proximité en France: +5.1% hors PGE +1 113 000 clients banque de détail (9M-20) 51 M de clients Groupe, 24 partenariats stratégiques	Souscriptions assurance-dommages +30% sept/sept Revenus banque de marché (+24,8% T3)

FAITS MARQUANTS

Opérations stratégiques

- Participation de CAA dans GNB Seguros portée à 100%, accord avec Europ Assistance en France, licence pour la JV Amundi - Bank of China en Wealth management
- Poursuite du recentrage stratégique : déclassement de CACF NL comme activité à céder, cession de la participation dans Bankoia et de la participation résiduelle dans Banque Saudi Fransi (BSF)

Prêts garantis par l'Etat (PGE) et moratoires

- 29,5 Mds€ de PGE, +5,1% vs juin-20, plus de 50% des PGE remplacés en dépôts à vue.
- 173 500 pauses actives¹, -69% depuis fin juin, 97% des pauses à échéance ont repris les paiements²

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Nos résultats du troisième trimestre sont très solides. Ils nous permettent de nous engager plus que jamais pour soutenir concrètement nos clients et l'économie. C'est notre raison d'être et notre modèle ».

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Nous devons tout faire collectivement pour soutenir le plus grand nombre. Ne baissons pas les bras car cette crise aura une fin. Grâce à sa solidité, le Crédit Agricole va accompagner les secteurs particulièrement affaiblis vers le prochain rebond. »

¹ Demandes de pauses, en nombre, au 16/10/2020 (Caisses régionales et LCL), correspondant à un capital restant dû de 23,9 Mds€, 15,7 Mds€ sur les entreprises, professionnels et agriculteurs.

² Représente la part des prêts ayant été mis en pause, dont la pause est échue et dont les paiements ont repris. Périmètre des clients entreprises, professionnels et agriculteurs, analysé au 30/09/2020 dans les Caisses régionales. 98% pour CACF.

Groupe Crédit Agricole

Le Groupe est le premier acteur du portage de l'économie depuis le début de la crise

La crise et les conditions sanitaires qui s'installent dans la durée, renforcent la proximité du Groupe avec ses clients. L'indice de recommandations clients est en hausse en 2020 par rapport à 2019, dans les Caisses régionales et chez LCL (+7 points par rapport à 2019, à respectivement +8 et +2), ainsi que chez CA Italia (+8 points par rapport à 2019), qui est à présent la deuxième banque d'Italie en termes de satisfaction client.

Le Groupe se mobilise par ailleurs dans la durée pour ses clients, s'étant, dès le début, aligné sur les stratégies des pouvoirs publics, en prenant des mesures ciblées pour chaque catégorie de clients. Depuis le 6 mars, le Groupe Crédit Agricole accorde la mise en place de **moratoires de 6 mois** sur les remboursements de crédits notamment pour les clients entreprises et professionnels, dont l'activité aurait été impactée par le Covid-19. Au 16 octobre 2020, 173 500 pauses sont toujours actives dans les Caisses régionales et chez LCL, correspondant à 1,7 milliard d'euros d'échéances reportées (dont 81% aux clients professionnels et entreprises et 19% aux ménages, et dont 61% dans les Caisses régionales et 39% chez LCL). Cela correspond à un capital restant dû de 23,9 milliards d'euros, dont 15,7 milliards sur les entreprises, professionnels et agriculteurs. Le nombre de créances en pause a diminué de -69% depuis la fin du mois de juin, et 97% des pauses arrivées à échéance au 30 septembre 2020 ont repris les paiements, témoignant de la qualité de l'actif du Groupe (98% pour les crédits consommation chez CACF). Le gouvernement français a également annoncé la mise en place dès le 25 mars de **Prêts Garantis par l'Etat** afin de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises impactées par la crise du coronavirus. Fort de son ancrage territorial et de son universalité, le Groupe accompagne de la plus petite à la plus grande entreprise et compte aujourd'hui 29,5 milliards de PGE, en légère hausse de +5,1% depuis fin juin 2020. Avec 189 900 demandes clients professionnels et entreprises, les PGE du Groupe représentent 27% du nombre de PGE demandés en France (dont 76% dans les Caisses régionales, 24% chez LCL et moins de 1% chez CACIB³), avec un taux d'acceptation de 97,4%. Plus de 50% des PGE chez LCL sont replacés en dépôts à vue ; dans les Caisses régionales, la progression des DAV des clients entreprises, professionnels et agriculteurs a été supérieure aux montants des PGE mis en place sur la même période. CA Italia a également apporté de façon significative son soutien à ses clients, les mesures de PGE⁴ et de pauses atteignant 2,6 milliards d'euros à fin septembre 2020 (2 milliards d'euros à fin juin).

Au demeurant, le scénario pour les prochains mois devient plus exigeant, mais les nouvelles restrictions sont plus maîtrisées. En effet, le confinement ne sera pas identique au premier. La grande majorité de l'économie est en capacité de résister, quelques secteurs continueront d'être accompagnés en priorité. L'environnement économique est stabilisé grâce aux politiques publiques, permettant ainsi une stabilisation du risque et donnant ainsi des marges manœuvre au Groupe pour agir concrètement aux côtés de ses clients.

Le Groupe est solide, avec un business mix diversifié et des revenus résilients (en croissance de +1,6% au troisième trimestre 2020). Son efficacité opérationnelle est démontrée, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU du Groupe Crédit Agricole a baissé à 60,2% au troisième trimestre 2020. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté entreprises (46% pour Crédit Agricole SA, 33% pour Groupe Crédit Agricole) et habitat (27% pour Crédit Agricole S.A. et 46% pour Groupe Crédit Agricole). La rentabilité est solide et récurrente, et la solvabilité et la liquidité du Groupe sont très élevées, permettant une pleine mobilisation au service des clients.

Le modèle de banque universelle du Groupe est par ailleurs puissant, et il lui confère une capacité distributive inégalée. Avec 51 millions de clients dans le monde, et plus de 34 millions en banque de proximité en France, Italie et Pologne, le Groupe est la première banque de proximité en Union européenne. Premier bancassureur en Europe il élargit encore ce trimestre son offre de service, avec la signature par Crédit Agricole

³ Répartition en nombre des demandes de clients. Répartition en montants : 62% pour les Caisses régionales, 30% pour LCL et 8% pour CACIB.

⁴ Montants de PGE octroyés.

Assurance d'un accord de partenariat stratégique avec Europ Assistance pour l'assistance sur le marché français et porte sa participation dans GNB Seguros à 100% de façon à affirmer son partenariat de distribution de produits d'assurance non-vie avec Novo Banco au Portugal. Premier gestionnaire d'actifs européen, Amundi vient également d'obtenir une licence pour le lancement d'une nouvelle filiale en Chine avec BOC, Bank of China). Avec 24 partenariats stratégiques, le Groupe peut ainsi atteindre plus de 800 millions de clients en France et à l'international, mais a aussi poursuivi, ce trimestre, son recentrage stratégique, avec le déclassement en vue d'une cession de CACF NL au troisième trimestre, et avec la cession de Bankoia et de la participation résiduelle de CACIB dans Banque Saudi Fransi (BSF).

Ce trimestre, le Groupe a retrouvé son niveau d'activité d'avant crise. La conquête brute est très forte : +1 113 000 nouveaux clients depuis janvier 2020, dont 790 000 pour les Caisses régionales, 227 500 pour LCL, et 85 800 pour CA Italia, avec une croissance en septembre de +170 400, dont +159 000 clients en France et de +11 500 clients en Italie, en hausse respectivement de 6,9% et de 14,5% par rapport à septembre 2019. Dans ce contexte, le fonds de commerce continue de progresser sensiblement (+143 000 clients supplémentaires en 2020, dont 135 300 clients en France et 7 700 clients en Italie, +13,0% sept/sept). Les encours de gestion d'actifs progressent par rapport au troisième trimestre 2019 (+6,4%), tout comme ceux en assurance-vie (+0,9%) avec une part des encours UC en progression (+0,7 point de pourcentage entre septembre 2019 et septembre 2020 à 23,1%). L'activité dommages reprend de façon très dynamique (+8,7% par rapport au troisième trimestre 2019), avec un apport net de +196 000 contrats au troisième trimestre, portant le nombre de contrats en portefeuille à 14,4 millions. Dans les réseaux de banque de proximité en France et en Italie, la croissance des encours est toujours dynamique. Les encours de crédits atteignent 740,4 milliards d'euros (694,4 milliards d'euros en France et 46 milliards d'euros en Italie ; 716 milliards d'euros hors PGE). Ils progressent de +8,5% depuis le 30 septembre 2019 (+8,7% en France et +5,9% en Italie), et de +4,9% hors PGE (+5,1% sur le périmètre France). La collecte bilan atteint 686,3 milliards d'euros, en hausse de +11,8% depuis septembre 2019, et la collecte hors-bilan enregistre un léger retrait (-0,6% à 383,5 milliards d'euros). Les encours gérés en crédit à la consommation sont en légère baisse par rapport à septembre 2019, mais reprennent depuis un trimestre (+0,9% par rapport au deuxième trimestre). La production commerciale est en hausse (+3% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, l'activité du pôle Grandes clientèles est dynamique, notamment sur la banque de marché (revenus en hausse de 24,8% depuis le troisième trimestre 2019), l'activité en banque de financement étant résiliente (-3,4% par rapport au troisième trimestre 2019). La gestion des risques est prudente, avec une VaR modérée, à 12 million d'euros au 30 septembre.

Résultats du Groupe

Au troisième trimestre 2020, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à 1 769 millions d'euros, contre 1 849 millions d'euros au troisième trimestre 2019. Les éléments spécifiques de ce trimestre ont eu un effet net négatif de -165 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre (-165 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe) comprennent le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, Bankoia, Nacarati) pour un total de -170 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, répartis entre d'une part -124 millions d'euros au titre de CACF NL (avec -55 millions d'euros au titre de l'écart d'acquisition sur le résultat net part du groupe de AHM et -69 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 sur le résultat net part du groupe de Services Financiers Spécialisés) et -46 millions d'euros sur le résultat net part du groupe des Caisses régionales (avec -40 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 de Bankoia et -5 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 de Nacarati). Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et Santander Securities Services) pour -4 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe. L'ajustement sur l'activation du Switch 2 est neutralisé au niveau du Groupe. A ces éléments s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net positif de +8 millions d'euros en produit net bancaire et +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe)

pour +14 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -3 millions d'euros. Au troisième trimestre 2019, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -76 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -2 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -1 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -73 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁵ du Groupe Crédit Agricole** atteint **1 934 millions d'euros**, stable (+0,5%) par rapport au troisième trimestre 2019. La hausse du RBE sous-jacent +8,2% comparé au troisième trimestre 2019 a permis d'amortir la progression du coût du risque x1,6.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T3-2020 et au T3-2019

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous- jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous- jacent	Var T3/T3 publié	Var T3/T3 sous- jacent
Produit net bancaire	8 468	8	8 460	8 216	(115)	8 331	+3,1%	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 096)	(4)	(5 093)	(5 220)	-	(5 220)	(2,4%)	(2,4%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 372	4	3 368	2 997	(115)	3 111	+12,5%	+8,2%
Coût du risque de crédit	(596)	0	(596)	(384)	-	(384)	+55,0%	+55,0%
Sociétés mises en équivalence	88	-	88	85	-	85	+3,5%	+3,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	18	-	18	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 858	4	2 854	2 715	(115)	2 830	+5,3%	+0,8%
Impôt	(743)	(0)	(742)	(748)	39	(787)	(0,6%)	(5,7%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(170)	(170)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	1 945	(166)	2 111	1 968	(76)	2 043	(1,1%)	+3,3%
Intérêts minoritaires	(177)	1	(177)	(119)	-	(119)	+48,4%	+49,1%
Résultat net part du Groupe	1 769	(165)	1 934	1 849	(76)	1 924	(4,3%)	+0,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,2%		60,2%	63,5%		62,7%	-3,3 pp	-2,5 pp

Au troisième trimestre 2020, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +1,6% par rapport au troisième trimestre 2019, à 8 460 millions d'euros, grâce à un niveau d'activité dynamique, en particulier dans le pôle Grandes clientèles, qui affiche une croissance de +11,8% de ses revenus (+166 millions d'euros) ; les Caisses régionales ainsi que LCL enregistrent également une croissance des revenus sous-jacents (respectivement +1,9%, soit +63 millions d'euros et +2,6%, soit +23 millions d'euros). En revanche, les pôles Gestion de l'épargne et Assurances ainsi que Banque de Proximité à l'International enregistrent un recul de -5,2% (-78 millions d'euros) et -9,0% (-64 millions d'euros), respectivement en raison d'un effet marché toujours

⁵ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

défavorable et de la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine. Le pôle Services Financiers spécialisés enregistre également une baisse des revenus à -8,5%, mais celle-ci intègre l'effet de l'activité de CACF NL, entité déclassée en IFRS5 pour cession. Le traitement IFRS 5 exige de retraiter ce trimestre, sur chacun des soldes intermédiaires de gestion, l'ensemble des produits et charges enregistrés en cumulé pour CACF NL depuis le 1^{er} janvier 2020, créant un biais de lecture. A périmètre constant, cette baisse n'est plus que de -3,4% (-22 millions d'euros).

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU (Fonds de résolution unique)** sont en recul de **-2,4%** par rapport au troisième trimestre 2019 pour s'établir à 5 093 millions d'euros. A l'exception du pôle Grandes clientèles qui voit ses charges augmenter de +64 millions d'euros (+8,0%), notamment en raison d'effet périmètre sur les services financiers aux institutionnels, tous les autres pôles affichent une baisse de leurs charges sur la période, en particulier toutes les Banques de proximité (Caisses régionales -1,5% / -31 millions d'euros ; LCL : -4,6% / -27 millions d'euros ; Banque de proximité à l'international : -6,0% / -27 millions d'euros). Ces baisses s'expliquent notamment par des baisses de frais de personnel et de frais de déplacements. Au global, le Groupe affiche un effet ciseau positif de +4,0 points de pourcentage (Caisses régionales : +3,4 points de pourcentage). La contribution au Fonds de résolution unique est nulle ce trimestre comme au troisième trimestre 2019. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 60,2%, en amélioration de 2,5 points de pourcentage** par rapport au troisième trimestre 2019.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une croissance de +8,2% à 3 368 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse maîtrisée (x1,6 par rapport au troisième trimestre 2019), en raison d'une hausse du provisionnement des encours sains dans le contexte de la crise du Covid-19 pour tous les métiers. Il s'élève à 596 millions d'euros contre 1 208 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, et 384 millions d'euros au troisième trimestre 2019. La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est stable à 2,5% à fin septembre 2020 (soit +0,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020) et le taux de couverture⁶ est élevé à 80,4%. Il baisse toutefois par rapport au deuxième trimestre 2020 (-4,1 points de pourcentage), principalement en raison de l'impact du changement de réglementation sur le nouveau défaut sur l'assiette d'encours en défaut. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46 % des encours bruts au niveau du Groupe) et entreprises (33% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 19,9 milliards d'euros à fin septembre 2020, dont 31% porte sur les encours sains (Stages 1 & 2). Le stock est en hausse de +0,9 milliard d'euros par rapport à décembre 2019. Progressivement, dès le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien annoncées. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, *supply chain*. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains, dont un scénario plus favorable (PIB à +7,3% en France en 2021, +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (PIB à +6,6% en France en 2021 et +8,0% en 2022). Ces scénarios sont inchangés par rapport aux deuxième trimestre 2020.

La hausse du provisionnement sur encours sains explique 96% de la hausse du provisionnement total entre le troisième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2020. Le **coût du risque sur encours⁷ annualisé sur les neuf premiers mois 2020 atteint 38 points de base** (34 points de base sur quatre trimestres glissants et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée). Le provisionnement sur les Stages 1 & 2 s'élève à 170 millions d'euros, contre -33 millions d'euros au troisième trimestre 2019, encore très bas, et 424 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Le provisionnement sur risques avérés s'élève à

⁶ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

⁷ Coût du risque sur encours en points de base, annualisé

428 millions d'euros (contre 420 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et 785 millions d'euros au deuxième trimestre 2020).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 854 millions d'euros**, stable par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,8%). Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre également la contribution des sociétés mises en équivalence pour 88 millions d'euros (en hausse de +3,5% notamment du fait des Joint-ventures de Amundi) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -6 millions ce trimestre avec chez CACF, -10 millions d'euros au titre de projets IT mis au rebut (contre +18 millions d'euros au troisième trimestre 2019, sous l'effet à cette date d'une opération ponctuelle d'immobilier en Gestion de fortune). La **charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -5,7%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent est stable, atteignant 26,8%, soit -1,8 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, principalement en lien avec la baisse du taux d'impôt en France depuis début 2020, le taux d'impôt favorable des filiales étrangères. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +3,3% et le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 1 934 millions d'euros est en légère hausse par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,5%).

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au 9M-2020 et au 9M-2019

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Var 9M/9M publié	Var 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	24 930	(444)	25 375	24 898	(290)	25 188	+0,1%	+0,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(15 680)	(78)	(15 602)	(15 805)	-	(15 805)	(0,8%)	(1,3%)
FRU	(562)	-	(562)	(426)	-	(426)	+31,9%	+31,9%
Résultat brut d'exploitation	8 688	(523)	9 211	8 667	(290)	8 957	+0,2%	+2,8%
Coût du risque de crédit	(2 733)	-	(2 733)	(1 263)	-	(1 263)	x 2,2	x 2,2
Sociétés mises en équivalence	256	-	256	273	-	273	(6,4%)	(6,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	78	-	78	21	-	21	x 3,7	x 3,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	6 286	(523)	6 808	7 698	(290)	7 989	(18,4%)	(14,8%)
Impôt	(1 531)	148	(1 679)	(2 323)	96	(2 420)	(34,1%)	(30,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(171)	(170)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	4 584	(545)	5 128	5 383	(194)	5 577	(14,9%)	(8,1%)
Intérêts minoritaires	(424)	4	(428)	(372)	-	(372)	+14,1%	+15,1%
Résultat net part du Groupe	4 159	(541)	4 700	5 012	(194)	5 205	(17,0%)	(9,7%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,9%		61,5%	63,5%		62,7%	-0,6 pp	-1,3 pp
Résultat net part du Groupe hors FRU	4 682	(541)	5 223	5 417	(194)	5 611	(13,6%)	(6,9%)

Sur les neuf premiers mois 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent baisse de -9,7%** par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le produit net bancaire sous-jacent est stable (+0,7%) alors que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU baissent de -1,3%, générant un effet ciseau positif de 2,0 points de pourcentage. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 9 772 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le coût du risque de crédit est multiplié par 2,2,

les gains ou pertes sur autres actifs sont multipliés par 3,7, atteignant 78 millions d'euros et la charge d'impôt diminue de 30,6% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Caisses régionales

L'**activité commerciale** des Caisses régionales est **dynamique** sur ce trimestre avec une **croissance des encours toujours forte**. Les **encours de crédits** atteignent 552,8 milliards d'euros (537,6 milliards d'euros hors PGE) en progression de 8,2% par rapport à septembre 2019 (+5,2% hors PGE). La hausse est forte sur les **crédits habitat** (+6,4%) et les **crédits accordés aux entreprises, professionnels et agriculteurs** (+15%). Les **réalisations de crédits** augmentent par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,8%) mais sont en baisse lorsqu'on exclut les PGE (-8%). Les réalisations sur le crédit à la consommation sont en augmentation de 7,8% sur un an. La **collecte bilan** atteint 506,3 milliards d'euros et progresse par rapport à septembre 2019 de +12,1% (dont +26,5% sur les dépôts à vue et +10,3% sur les livrets) et la **collecte hors-bilan** est en légère baisse (-1,4 % à 264,6 milliards d'euros) avec des encours d'assurance-vie en légère augmentation (+0,3%) et des encours liés aux titres et aux valeurs mobilières en baisse de -6,1%, notamment du fait de l'effet marché. Enfin, la **conquête brute demeure très active** (+790 000 clients depuis le début de l'année). Ainsi, depuis le début de l'année, les Caisses Régionales comptent 114 000 clients supplémentaires (croissance du fonds de commerce), et elles enregistrent une croissance de 1% de leurs DAV actifs sur un an. Par ailleurs, le Groupe a choisi de renforcer le sociétariat qui a connu un fort développement sur un an, avec +315 000 sociétaires supplémentaires et les parts sociales ont augmenté de +7,6%.

Cette croissance du fonds de commerce s'accompagne d'une forte attention sur la qualité de la relation client, confirmée par l'amélioration de plus de 8 points de pourcentage sur l'année de l'IRC (indice de recommandation client). Par ailleurs, le groupe continue à développer son modèle multicanal et constate une hausse de 3,9 points de pourcentage sur un an du nombre de clients digitaux à 66,2%⁸.

Au **troisième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 308 millions d'euros, en hausse de 1,9% par rapport au troisième trimestre 2019. Les conditions de refinancement favorables permettent une croissance de la **marge nette d'intérêt** et le niveau global des **commissions** est à nouveau en croissance (+1,1%), porté par les commissions d'assurances qui compensent la diminution sur les commissions de dysfonctionnement. Le **produit net bancaire de portefeuille** est stable. Les **charges** sous-jacentes sont maîtrisées et diminuent sur la période (-1,5% par rapport au troisième trimestre 2019) en lien avec la baisse des frais de personnel et des autres services extérieurs. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse au troisième trimestre 2020 (+8,4%) grâce à un effet ciseaux positif (+3,4 points de pourcentage). Le **coût du risque** sous-jacent s'élève à -22 millions d'euros, en baisse de -53,4% par rapport au troisième trimestre 2019, les provisions étant en baisse sur le **stage 3** avec l'application à partir de juillet 2020 du seuil sur la règle du nouveau défaut. Le stock de provisions est donc stable, à 9,8 milliards d'euros. Le taux de créances douteuses est en baisse à 1,8% (contre 1,9% à fin septembre 2019), et le taux de couverture est toujours élevé, à 95,2%, bien qu'il soit en baisse par rapport à 99,2% au 30 juin 2020 en raison de la mise en place du nouveau défaut. La contribution des Caisses régionales au **RNPG** sous-jacent du Groupe atteint 775 millions d'euros et progresse de 12,5%.

Sur les **neuf premiers mois de 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent diminue de -1,5% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Grâce à la baisse des charges d'exploitation, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent ne baisse que de -0,6% malgré la hausse du FRU sur le premier semestre. Le RBE hors FRU est en légère hausse de +0,5%. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est en baisse (-0,7 point de pourcentage pour atteindre 64,8%). Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en hausse (+83,0%), la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent du Groupe est en baisse de -8,2%.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

⁸ Clients ayant un profil actif sur l'application Ma Banque ou ayant visité CAEL (CA en ligne) dans le mois

Crédit Agricole S.A.

Résultats solides (-9,1% T3/T3, -8,8% 9M/9M hors FRU) grâce à la croissance des revenus (+1,4%) et du RBE (+5,3%) ce trimestre ; ROTE sous-jacent 10,0%⁹

- **Résultat publié** : 977 m€ (-18,5% T3/T3); PNB: 5 151 m€ (+2,4%) ; RBE: 2 160 m€ (+7,8%)
- **RBE sous-jacent hors FRU en hausse** (2 156 m€, +5,3% T3/T3 ; 6 308 m€, +5,2% 9M/9M), grâce à la hausse des revenus (+1,4% T3/T3) et à la baisse des charges (-1,2% T3/T3)
- **Amélioration du coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU de +1,5 pt T3/T3 à 58,1%; effet ciseaux positif (+2,6 pp T3/T3)
- **RNPG sous-jacent** en baisse (-9,1% T3/T3, -8,8% hors FRU 9M/9M) sous l'effet de la hausse du provisionnement (x1,7 T3/T3)
- **Bénéfice sous-jacent par action**: T3-20 : 0,36€, +6,7% T3/T3 ; 9M-20 : 0,89€, -7,7% 9M/9M

Conquête soutenue, activité dynamique en crédit, collecte, assurance et banque de marché

- **Conquête dynamique** (+227 500 clients professionnels et particuliers depuis début 2020 chez LCL et +85 800 chez CA Italia)
- **Progression T3/T3 des encours** de gestion d'actifs (+6,4%), d'assurance-vie (+0,9%), des encours de crédit hors PGE chez LCL (+5%, dont professionnels +12%, entreprises +1%, habitat +6%), et des encours de crédit chez CA Italia (+5,9%). Légère baisse des encours de crédit à la consommation gérés (-1,5%) mais reprise depuis un trimestre (+0,9% T3/T2)
- **Progression T3/T3 de la collecte** chez LCL (collecte bilan +13,0%, épargne hors bilan -1,3%), et chez CA Italia (collecte hors-bilan +6,4% et collecte bilan +6,7%)
- **Taux d'UC en hausse dans la collecte brute** (36,2% +7,1 pp T3/T3) et dans les encours (23,1% +0,7 pp sept/sept). Reprise dynamique de l'activité en dommages (+8,7% T3/T3)
- **Activité commerciale excellente en banque de marché** (+24,8%) et résiliente en banque de financement (-3,4%) ; gestion prudente des risques (VaR modérée à 12 m€ au 30 sept)
- **Opérations stratégiques** : participation de CAA dans GNB Seguros portée à 100%, accord avec Europ Assistance sur le marché français ; poursuite du recentrage stratégique (déclassement de CACF en actif à céder, cession de la participation de CACIB dans BSF)

Les dispositifs publics permettent une stabilisation du provisionnement (x1,7 T3/T3). 71% de la hausse T3/T3 liée au provisionnement des encours sains

- **Taux de CDL** (3,4 %, +0,2 pp vs. 30 juin), **taux de couverture toujours élevé** (69,7%), malgré l'impact baissier de la nouvelle définition du défaut ; stock de provisions à 10 Mds€, soit plus de 7 ans du coût du risque historique moyen, dont 25% liés aux encours sains ; portefeuille de prêts diversifié, à 46% sur les entreprises et 27% sur l'habitat ; 72% des EAD *Investment grade*
- **Hausse prudente du provisionnement** (577 m€ dont 165 m€ en stage 1 et 2 et 425 m€ en stage 3, x1,7 T3/T3, -36% T3/T2). Coût du risque 9M-20 sur encours annualisé 67 pb

Solvabilité très solide

- **Ratio CET1** phasé en hausse sensible (+0,6 pp) à 12,6%, +4,7 au-dessus de l'exigence SREP (+0,7 pp sept./juin) et 160 pb au-dessus de la cible de pilotage, incluant depuis le 31 mars 60 pb de dividende non distribué en 2020. Provision pour dividendes 9m de 0,40€ par action. **Ratio non phasé à 12,4%.**
- **Emplois pondérés en baisse sur le trimestre** : baisse de la contribution des métiers (-9,9 Mds€), notamment en Grande clientèle (optimisation des titrisations, réduction du risque de marché et change) et en Banque de Proximité (expiration du délai de carence de deux mois sur les PGE), hausse de la VME assurances.

Liquidité du Groupe en hausse

- **404 Mds€ de réserves au 30/09, stable (-1 Mds€) par rapport au 30/06/2020. Augmentation du LCR :140,7%¹⁰.**
- 97% du programme de financement MLT de marché de 12 Mds€ réalisé à fin octobre.

⁹ ROTE sous-jacent calculé sur les neuf premiers mois 2020 annualisés avec isolation de l'effet IFRIC 21. Hors l'annualisation de IFRIC 21 le ROTE sous-jacent calculé sur les neuf premiers mois 2020 annualisés est de 9,5%

¹⁰ Ratio calculé sur la base d'une moyenne sur 12 mois

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 3 novembre 2020, a examiné les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois 2020.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T3-2020 et au T3-2019

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Var T3/T3 publié	Var T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	5 151	8	5 143	5 031	(43)	5 073	+2,4%	+1,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 991)	(4)	(2 988)	(3 025)	-	(3 025)	(1,1%)	(1,2%)
FRU	-	-	-	(2)	-	(2)	(100,0 %)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	2 160	4	2 156	2 004	(43)	2 046	+7,8%	+5,3%
Coût du risque de crédit	(605)	(28)	(577)	(335)	-	(335)	+80,8%	+72,5%
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	98	-	98	82	-	82	+19,9%	+19,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	17	-	17	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 650	(23)	1 674	1 769	(43)	1 811	(6,7%)	(7,6%)
Impôt	(346)	8	(354)	(423)	14	(437)	(18,3%)	(19,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	1 180	(139)	1 319	1 346	(28)	1 374	(12,3%)	(4,0%)
Intérêts minoritaires	(203)	1	(204)	(147)	0	(148)	+37,9%	+38,0%
Résultat net part du Groupe	977	(139)	1 115	1 199	(28)	1 226	(18,5%)	(9,1%)
Bénéfice par action (€)	0,32	(0,05)	0,36	0,33	(0,01)	0,34	(4,6%)	+6,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,1%		58,1%	60,1%		59,6%	-2,1 pp	-1,5 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	977	(139)	1 115	1 201	(28)	1 229	(18,7%)	(9,2%)

Résultats

Au troisième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole SA ressort à **977 millions d'euros**, contre 1 199 millions d'euros au troisième trimestre 2019. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -139 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent¹¹** atteint **1 115 millions d'euros**, en baisse de -9,1% par rapport au troisième trimestre 2019, dans le contexte de crise actuel, et notamment en raison de l'effet négatif des marchés sur les revenus du pôle Gestion d'Epargne et Assurances, et de la hausse du coût du risque liée au provisionnement des encours de crédit.

¹¹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre, à hauteur de -139 millions d'euros, comprennent le déclassement au titre de IFRS5 de CACF NL, entité en cours de cession, qui se décompose comme suit : les effets dépréciation de l'écart d'acquisition pour -55 millions d'euros sur le résultat net part du groupe du pôle Activité hors Métiers et le traitement IFRS 5, pesant pour -69 millions d'euros sur le résultat net part du groupe des Services Financiers Spécialisés. A ceci s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net positif de +8 millions d'euros en produit net bancaire et de +6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA pour +14 millions d'euros (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -3 millions d'euros. Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et Santander Securities Services) pour -4 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe. L'ajustement sur l'activation du Switch 2 représente -28 millions d'euros sur le coût du risque de Gestion de l'Epargne et de l'Assurance et -19 millions d'euros résultat net part du groupe. **Au troisième trimestre 2019**, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -28 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -2 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -1 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -25 millions d'euros.

Les métiers ont fait preuve d'une bonne résistance au troisième trimestre 2020 au regard du contexte sanitaire et économique. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent a ainsi progressé de +5,3% par rapport au troisième trimestre 2019 pour atteindre 2 156 millions d'euros, grâce à des revenus en croissance (+1,4% à 5 143 millions d'euros) et des charges très bien maîtrisées par les métiers (-1,2 % à 2 988 millions d'euros). L'excellente agilité opérationnelle des métiers s'est à nouveau démontrée ce trimestre : des baisses de charges ont été constatées dans tous les pôles enregistrant une baisse des revenus. Crédit Agricole SA présente ainsi au troisième trimestre 2020 un coefficient d'exploitation sous-jacent de 58,1%, s'améliorant de 1,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019 et s'appuyant sur un effet ciseaux positifs de 2,6 points au troisième trimestre 2020. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en retrait, néanmoins, de -9,1%. Cette baisse s'explique par la hausse du coût du risque, qui atteint 577 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020 (x1,7 par rapport au troisième trimestre 2019), hausse tirée pour 71% par la progression du provisionnement des encours sains, notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). Ainsi, le pôle Grandes Clientèles, en dépit d'une forte croissance du résultat brut d'exploitation (+16,9%) ce trimestre, est affecté par la multiplication par 4,8 du coût du risque et affiche au final un résultat net part du Groupe en baisse de -28,4%. Les Services financiers spécialisés présentent une baisse de -1,5% du résultat brut d'exploitation et de -4,5% à périmètre constant¹² avec une bonne résistance générale des revenus commerciaux et une gestion rigoureuse des coûts mais une moindre performance de l'activité d'affacturage. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance, pénalisé par un effet marché défavorable sur les revenus, affiche un résultat net part du Groupe de -8,5%, malgré une très bonne maîtrise des coûts. Pour sa part, le pôle Banques de proximité génère un résultat brut d'exploitation en hausse de +3,7%, porté par une forte croissance des revenus notamment chez LCL et par une efficacité opérationnelle confirmée (coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU des banques de proximité au troisième trimestre 2020 de 62,4% (en amélioration de 1,6 point de pourcentage comparé au troisième trimestre 2019). Ainsi, malgré un coût du risque multiplié par 1,5 comparé au troisième trimestre 2019, le résultat net part du groupe des banques de proximité fait preuve de résilience, enregistrant une baisse de -4,7% comparé au troisième trimestre 2019.

¹² Hors effet CACF NL, i.e. hors produits et charges enregistrés au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 143 millions d'euros et sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2019 (+1,4%). Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistrent une baisse de -6,4% pénalisée par un effet marché défavorable. En revanche, ceux de la Banque de proximité ont cru sur ce trimestre (+2,6% par rapport au troisième trimestre 2019), portés par une croissance marquée des revenus d'intérêts et des commissions chez LCL, compensant des revenus de la Banque de proximité à l'international pénalisés par la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine. Les revenus des Services Financiers spécialisés font preuve de résilience, enregistrant une baisse de -8,5% en sous-jacent et -3,4% à périmètre constant¹³. Enfin, au sein du pôle Grandes Clientèles, les activités de marché ont été très dynamiques ce trimestre, s'appuyant sur des volumes importants d'émissions obligataires et générant des revenus en forte croissance (+24,8%) par rapport au troisième trimestre 2019. La banque de financement a su résister, enregistrant une baisse modérée de -3,4% de ses revenus, mais une hausse de +6,6% hors effet de change et dividendes BSF perçus au troisième trimestre 2019. Enfin, les activités de services aux institutionnels affichent une hausse de +23,1% grâce à un effet périmètre lié aux dernières acquisitions (Kas Bank et Santander Securities Services). Le produit net bancaire récurrent, à savoir le produit net bancaire adossé à un stock (encours de crédit/collecte, actifs sous gestion) ou à un contrat (assurances dommages, prévoyance) représente 76% du PNB sous-jacent de Crédit Agricole SA.

Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en diminution de -1,2% sur la période, permettant d'afficher des indicateurs d'efficacité opérationnelle de très bons niveaux : le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 58,1%, en amélioration de +1,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, et l'effet ciseaux ressort positif, à 2,6 points de pourcentage. Preuve de l'agilité opérationnelle de Crédit Agricole SA, ce trimestre, l'ensemble des pôles constatant une baisse des revenus par rapport au troisième trimestre 2019 ont présenté des charges en réduction par rapport au troisième trimestre 2019. Le pôle Grandes clientèles enregistre une hausse de +8,0% de ses charges notamment liée à un effet de périmètre sur les Services financiers aux institutionnels. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances présente une baisse des charges de -6,8% par rapport au troisième trimestre 2019, tirée par la Gestion d'actifs (-4,1%, grâce à la baisse des rémunérations variables), et profitant de la stabilité des charges Assurance (-0,1%). Le pôle Banque de proximité affiche une baisse de ses charges sur le trimestre (-3,3%), portée notamment par l'efficacité opérationnelle en banque de Proximité en France. Les Services financiers spécialisés voient leurs charges diminuer de -15,3% en sous-jacent, et -2,2% à périmètre constant¹⁴ sur le trimestre, grâce notamment à la gestion efficace des coûts au sein de CACF (-19,1% en sous-jacent et -2,6% à périmètre constant par rapport au troisième trimestre 2019¹⁴).

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** ressort à un haut niveau, 2 156 millions d'euros, en hausse de 5,3% par rapport au troisième trimestre 2019, s'appuyant sur une contribution solide et en progression des pôles Grandes Clientèles et Banques de Proximité et d'une résilience des autres métiers : Grandes Clientèles +16,9% par rapport au troisième trimestre 2019, Banques de Proximité +3,7%, Gestion de l'Epargne et Assurances -5,9%, Services financiers spécialisés -1,5% en sous-jacent et -4,5% à périmètre constant.

¹³ Hors effet CACF NL, i.e. hors revenus enregistrés au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

¹⁴ Hors effet CACF NL, i.e. hors charges enregistrées au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

Au 30 septembre 2020, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté entreprises (46% des encours bruts de Crédit Agricole SA) et habitat (27% des encours bruts). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,4% (+0,2 point de pourcentage par rapport au 30 juin 2020) et le taux de couverture¹⁵ élevé à 69,7%, en baisse de -3,7 points de pourcentage sur le trimestre principalement en raison de l'impact du changement de réglementation sur le nouveau défaut sur l'assiette d'encours en défaut. Le stock total de provisions s'établit à 10,0 milliards d'euros. Sur ce stock de provisions, 25% sont liées au provisionnement des encours sains. Les dispositifs publics ont permis de stabiliser l'environnement, et de créer les conditions pour une stabilité du coût du risque. Les niveaux de provisionnement sont fondés sur **plusieurs scénarios économiques pondérés**, dont pour le PIB en France, un scénario plus favorable (+7,3% en 2021 et +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (+6,6% en 2021 et +8,0% en 2022)¹⁶, et intègrent des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et des compléments spécifiques sur des secteurs ciblés, dont l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants, et sont impactés par l'entrée en vigueur du nouveau défaut.

Le **coût du risque** affiche une hausse maîtrisée (x1,7/-243 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019, à -577 millions d'euros contre -335 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et -908 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). La hausse du coût du risque par rapport à au troisième trimestre 2019 s'explique à hauteur de 71% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (*Stage 1&2*), notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). La charge de -577 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020 se décompose en un provisionnement des encours sains (*Stage 1&2*) pour -165 millions d'euros (contre une reprise de 7 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et une dotation de -236 millions d'euros au deuxième trimestre 2020) et en un provisionnement des risques avérés (*Stage 3*) pour -425 millions d'euros (contre -331 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et -667 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le coût du risque sur encours atteint 67 points de base en annualisé (59 points de base sur quatre trimestres glissants et 55 points de base en vision trimestrielle annualisée). Dans les quatre métiers principalement contributeurs au coût du risque, celui-ci est en hausse par rapport au troisième trimestre 2019 et en baisse par rapport au deuxième trimestre 2020. Ainsi, LCL affiche un coût du risque à -83 millions d'euros (x1,4 par rapport au troisième trimestre 2019 et -29% par rapport au deuxième trimestre 2020) et une stabilisation de son coût du risque sur encours à 30 points de base sur neuf mois annualisés (27 points de base sur quatre trimestres glissants et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée) ; CA Italia enregistre un coût du risque de -86 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020, soit 1,4 fois le niveau du troisième trimestre 2019 et en baisse de -41,1% par rapport au deuxième trimestre 2020, avec un coût du risque sur encours atteignant 92 points de base en neuf mois annualisés (83 points de base sur quatre trimestres glissants et 74 points de base en vision trimestrielle annualisée) ; CACF retrouve le niveau de coût du risque du troisième trimestre 2019, avec une hausse de +4,5% en sous-jacent et +6,7% à périmètre constant comparée au troisième trimestre 2019 (et une baisse de -43% par rapport au deuxième trimestre 2020, à périmètre constant), avec un coût du risque sur encours qui ressort à 188 points de base sur neuf mois annualisés (et 173 points de base sur quatre trimestres glissants, 142 points de base en vision trimestrielle annualisée). Enfin, en Banque de financement, le coût du risque du trimestre s'élève à -225 millions d'euros, contre une dotation de seulement -40 millions d'euros au troisième trimestre 2019 mais en baisse de -27,9% par rapport au deuxième trimestre 2020. Son coût du risque sur encours ressort à 76 points de base sur neuf mois annualisés (contre 640 points de base sur quatre trimestres glissants et 72 points de base en vision trimestrielle annualisée).

¹⁵ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

¹⁶ Une baisse de 10 points de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL au titre du « forward looking central » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « forward looking local » qui pourraient en atténuer l'effet.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort en hausse de **+19,9%**, à 98 millions d'euros, traduisant notamment le dynamisme des *Joint-Ventures* au sein de la Gestion d'actifs (x2,1 au troisième trimestre 2020 par rapport au même trimestre 2019).

Le **résultat net sur autres actifs** enregistre ce trimestre un impact négatif de -3 millions d'euros, contre un impact positif de +17 millions d'euros au troisième trimestre 2019, sous l'effet à cette date d'une opération ponctuelle d'immobilier en Gestion de fortune.

Le **résultat sous-jacent¹⁷ avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort ainsi en diminution de **-7,6%**, à 1 674 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **22,5%**, en baisse de -2,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, la charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -19,0% à -354 millions d'euros. Le taux d'impôt du troisième trimestre 2020 est notamment impacté par la baisse du taux d'impôt en France depuis le 1^{er} janvier 2020 (32,02% au lieu de 34,43%) et par l'effet favorable des filiales étrangères qui ont un taux d'impôt moins élevé qu'en France. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une baisse de -4,0%**.

La part de **résultat net attribuée aux intérêts minoritaires** est en hausse de +38,0% à 204 millions d'euros. Cela s'explique par le changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 émises par Crédit Agricoles Assurances. Ceci est sans impact sur le bénéfice par action.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en baisse de **-9,1%** par rapport au troisième trimestre 2019 à **1 115 millions d'euros**.

¹⁷ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au 9M-2020 et au 9M-2019

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous- jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous- jacent	Var 9M/9M publié	Var 9M/9M sous- jacent
Produit net bancaire	15 248	(217)	15 465	15 034	(120)	15 155	+1,4%	+2,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(9 226)	(68)	(9 158)	(9 161)	-	(9 161)	+0,7%	(0,0%)
FRU	(439)	-	(439)	(340)	-	(340)	+29,1%	+29,1%
Résultat brut d'exploitation	5 583	(285)	5 869	5 534	(120)	5 654	+0,9%	+3,8%
Coût du risque de crédit	(2 068)	38	(2 106)	(917)	-	(917)	x 2,3	x 2,3
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	277	-	277	275	-	275	+0,5%	+0,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	84	-	84	39	-	39	x 2,1	x 2,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 876	(248)	4 124	4 931	(120)	5 052	(21,4%)	(18,4%)
Impôt	(692)	63	(756)	(1 302)	38	(1 340)	(46,8%)	(43,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	3 059	(309)	3 368	3 637	(83)	3 720	(15,9%)	(9,5%)
Intérêts minoritaires	(490)	4	(494)	(454)	1	(455)	+8,0%	+8,5%
Résultat net part du Groupe	2 568	(305)	2 874	3 183	(81)	3 264	(19,3%)	(12,0%)
Bénéfice par action (€)	0,79	(0,11)	0,89	0,94	(0,03)	0,97	(16,2%)	(7,7%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,5%		59,2%	60,9%		60,5%	-0,4 pp	-1,2 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	2 961	(305)	3 266	3 498	(81)	3 579	(15,4%)	(8,8%)

Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2020, le résultat net part du Groupe publié est de 2 568 millions d'euros, contre 3 183 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019, soit une baisse de -19,3%.

Les éléments spécifiques sur les neuf premiers mois 2020 ont eu un effet négatif de -305 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du troisième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier semestre 2020 qui avaient eu un impact négatif de -167 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -19 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +32 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -10 millions d'euros chez LCL et pour -31 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers, ainsi que les éléments non récurrents suivants : coûts d'intégration de Kas Bank et Santander Securities Services pour -4 millions d'euros chez CACEIS, le soutien aux assurés professionnels pour -97 millions d'euros au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurance et -1 million d'euros chez LCL, l'activation du switch

pour +44 millions d'euros, la soultte de Liability management pour -28 millions d'euros chez AHM, et les Dons solidaire Covid-19 pour -38 millions d'euros en pôle de Gestion de l'épargne et Assurances, pour -4 millions d'euros en Banque de Proximité à l'international, pour -10 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers. Les **éléments spécifiques des neuf premiers mois 2019** avaient eu un impact de -81 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du troisième trimestre 2019 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -53 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier semestre 2019, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -9 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -7 millions d'euros chez LCL et pour -18 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 2 874 millions d'euros**, en baisse de **-12,0%** par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le résultat net part du Groupe sous-jacent hors FRU s'établit à 3 266 millions d'euros, en baisse de -8,8% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Le **bénéfice par action sous-jacent sur neuf mois atteint 0,89 euro par action**, en baisse de **-7,7%** par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Le **RoTE¹⁸ sous-jacent** annualisé net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint 9,5% sur les neuf premiers mois 2020. Après isolation de l'effet IFRIC 21 sur l'année, il atteint **10,0% sur les neuf premiers mois 2020**, en retrait de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'année 2019 où il s'établissait à 11,9%). Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) annualisés sont en baisse sur les neuf premiers mois, en lien avec la baisse des résultats, par rapport à l'année 2019 et la hausse du capital, le Capital Equity Tier One atteignant 12,6% au 30 septembre 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+2,0%** par rapport aux neuf premiers mois 2019, grâce à une croissance significative des revenus du pôle Grandes clientèles (+13,9%), tandis que les activités de proximité ont été impactées par la crise sanitaire (-2,3% dans la Banque de proximité et -8,4% dans les Services financiers spécialisés en sous-jacent et -5,4% à périmètre constant) et que les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances ont été fortement pénalisés (-5,0%) par un effet marché négatif.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont stables (-0.0%), la contribution au FRU étant en forte augmentation, de +29.1% à 439 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 contre 340 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019). La stabilité des charges s'appuie sur la très bonne maîtrise conduite par l'ensemble des métiers : les charges de Gestion d'Epargne et Assurances diminuent de -2,8% comparé aux neuf premiers mois 2019, la Banque de Proximité -2,9% et les Services Financiers Spécialisés de -6,2% en sous-jacent et -1,3% à périmètre constant. Le pôle Grandes Clientèles enregistre une hausse des charges de +7,5% sur neuf mois, mais celle-ci est notamment liée à un effet périmètre (avec l'intégration de Kas et S3 au sein des Services Financiers Institutionnels). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 59,2%**, en amélioration de 1,2 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2019. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 6 308 millions d'euros, en hausse de +5,2% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Enfin, le **coût du risque** affiche une hausse significative sur la période (x2,3/-1 189 millions d'euros, à -2 106 millions d'euros contre -917 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019).

Activité

La dynamique commerciale a été soutenue sur le trimestre, grâce au dynamisme des encours, de gestion d'actifs (+6,4%), d'assurance-vie (+0,9%) et des encours de crédit en banque de proximité (+5% chez LCL hors PGE, +5,9% chez CA Italia). Les encours gérés en crédit à la consommation sont en légère baisse par rapport à septembre 2019, mais reprennent depuis un trimestre (+0,9% par rapport au deuxième trimestre). La collecte a progressé chez LCL (hausse de la collecte bilan de +12,6% et stabilité de l'épargne hors bilan à -1,3%), et chez CA Italia (hausse de la collecte gérée de +6,4% et de la collecte

¹⁸ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en Annexe.

bilan de 6,7%). Le taux d'UC dans la collecte brute est en hausse (+7,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019 à 36,2%), tout comme celui dans les encours, à 23,1% (+0,7 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019). Le chiffre d'affaires en protection des personnes a augmenté sensiblement (+9,7% par rapport au troisième trimestre 2019), tout comme celui en assurance-dommages (+8,7% par rapport au troisième trimestre 2019). La conquête brute a été dynamique (+227 500 clients professionnels et particuliers en 2020 chez LCL et +85 800 chez CA Italia) et le fonds de commerce a continué de croître (+22 800 clients chez LCL en 2020 et +7 700 chez CA Italia). La production commerciale en crédit à la consommation est en hausse (+3% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, l'activité du pôle Grandes clientèles est dynamique, notamment sur la banque de marché (revenus en hausse de 24,8% depuis le troisième trimestre 2019), l'activité en banque de financement étant résiliente (-3,4% par rapport au troisième trimestre 2019). La gestion des risques est prudente, avec une VaR modérée, à 12 million d'euros au 30 septembre.

En Epargne/Retraite, Crédit Agricole Assurances a poursuivi avec succès sa nouvelle politique de collecte initiée en 2019 avec la réorientation de celle-ci vers les unités de compte (UC). Ainsi, la part des UC dans la collecte brute atteint 36,2% au troisième trimestre 2020, en progression de 7,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. La collecte nette est négative en euros (-0,7 milliard d'euros), et élevée en unités de compte (+1 milliard d'euros). Au total, la collecte nette est de +0,4 milliard d'euros, en baisse de -2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2019 mais en augmentation de +1,3 milliard d'euros depuis le deuxième trimestre 2020. Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 304,1 milliards d'euros, en hausse de +0,9% par rapport à septembre 2019. La part des unités de comptes dans les encours est en progression de +0,7 point de pourcentage par rapport à septembre 2019 pour atteindre 23,1% à septembre 2020. Le chiffre d'affaires s'élève à 4,8 milliards d'euros sur le troisième trimestre 2020 (en baisse de -29,8% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, la provision pour participations aux excédents (PPE) atteint 11,8 milliards d'euros au 30 septembre 2020, soit 5,7% du total des encours, en dotation de 1 milliard d'euros sur un an. Pour rappel, le taux de rendement moyen annualisé des actifs du fonds général, atteint 2,50%¹⁹ au 30/06/2020, soit un niveau déjà nettement supérieur au taux minimum garanti moyen (0,28% à fin 2019).

En Assurances dommages, la reprise de l'activité au troisième trimestre 2020 est dynamique. Le nombre mensuel de souscriptions a atteint un niveau record en septembre (278 000 affaires nouvelles environ +30% par rapport au mois de septembre 2019). Le nombre de contrats d'assurance dommages en portefeuille croît au troisième trimestre 2020 d'environ +196 000 contrats pour atteindre près de 14,4 millions de contrats à fin septembre 2020. Le chiffre d'affaires augmente ainsi de +8,7% par rapport au troisième trimestre 2019, à 1,0 milliard d'euros. Le taux d'équipement des clients particuliers²⁰ continue de progresser dans les réseaux des Caisses régionales (41,5% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +1,0 point de pourcentage depuis septembre 2019) et de LCL (25,5% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +0,6 point de pourcentage depuis septembre 2019), ainsi qu'au sein de CA Italia (16,2% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +1,2 point depuis septembre 2019). Le ratio combiné demeure maîtrisé, à 96,7%, en légère hausse de +1,2 points de pourcentage sur un an, et intègre le coût du dispositif de soutien extracontractuel pour les professionnels assurés contre la perte d'exploitation. Enfin, Crédit Agricole Assurances a continué à renforcer son positionnement à l'international ce trimestre en portant sa participation dans GNB Seguros à 100%, et en signant un accord de distribution d'assurance non-vie au Portugal avec **Novo Banco** pour une durée de 22 ans. Un accord de partenariat stratégique a par ailleurs été signé avec **Europ Assistance** pour l'assistance sur le marché français, qui permettra à Crédit Agricole Assurances d'adapter ses services aux besoins des clients du groupe Crédit Agricole.

¹⁹ Taux Predica

²⁰ Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV, protection juridique et tous mobiles/portables.

En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires atteint ce trimestre 1 079 millions d'euros, en hausse sensible de +9,7% par rapport au troisième trimestre 2019.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une forte reprise de l'activité avec une collecte nette à nouveau positive (+34,7 milliards d'euros) grâce un fort rebond sur les produits de trésorerie (+18,8 milliards d'euros). La collecte nette *retail* (hors JV) sur les actifs moyen long terme (MLT) à +2,4 milliards d'euros est en hausse par rapport au T2 2020 grâce à une forte reprise pour les distributeurs tiers (+2,8 milliards d'euros). Dans les réseaux France et International, la collecte *retail* (hors JV) sur les actifs MLT demeure à l'équilibre dans un contexte d'aversion au risque. Amundi affiche par ailleurs un fort rebond sur le segment des institutionnels et des entreprises (+21,4 milliards d'euros) tiré par les produits de trésorerie (+19,2 milliards d'euros). La collecte nette demeure solide sur les *Joint Ventures* (+8,1 milliards d'euros) grâce à une activité dynamique en Chine (+7,2 Mds€). Les encours sous gestion sont en progression (+4,4% depuis le 30 juin 2020) à 1 662 milliards d'euros à fin septembre 2020. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +15,2 milliards d'euros par rapport à juin 2020. A noter sur ce trimestre l'intégration des encours de Sabadell Asset Management dans le périmètre consolidé de Amundi pour un montant de +20,7 milliards d'euros et l'accord d'une licence de la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances à la nouvelle JV Amundi BOC WM en Chine, spécialisée dans les produits de Wealth Management. Amundi a par ailleurs lancé ce trimestre un fonds obligataire avec exposition au financement de projets verts dans les pays émergents.

En **gestion de fortune**, la collecte est à l'équilibre et les encours demeurent stables au troisième trimestre 2020.

Les **Banques de proximité** restent très présentes auprès de tous leurs clients avec un taux de satisfaction clients qui s'améliore, notamment en Italie qui devient la deuxième banque d'Italie en termes de satisfaction client avec un indice de recommandation client en hausse de 8 points par rapport à 2019. A fin septembre, on constate une reprise de la production crédit habitat (11,6 milliards pour LCL -18,0% sur un an ; 2,1 milliards d'euros pour CA Italia +0,6% sur un an), et un retour du crédit consommation au niveau d'avant crise pour LCL (production à 2,1 milliards d'euros, -15,1% sur un an), et en Italie, (production à 140 millions d'euros, +4,0% sur un an). Les encours de financement aux professionnels et entreprises se maintiennent à un niveau élevé à 48,9 milliards d'euros pour LCL en croissance de 23,8% et 21,9 milliards d'euros pour CA Italia en croissance +8,3%, notamment au travers des Prêt Garantis par l'Etat (PGE). LCL a accordé 35 000 crédits PGE pour 7,5 milliards d'euros et CA Italia pour 1 milliard d'euros. Au total, hors PGE, les encours de crédits pour LCL s'élèvent à 134,1 milliards au 30 septembre 2020 (+5%) et à 44,1 milliards d'euros pour CA Italia (+1,7%).

En France, les renégociations de crédits habitat de LCL sont en baisse ce trimestre et atteignent 0,3 milliard d'euros d'encours, contre 0,6 milliard d'euros au deuxième trimestre 2020, soit une différence de 0,3 milliard d'euros, et restent très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. Par ailleurs, les taux à la production des crédits habitat sont en hausse ce trimestre.

Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance des crédits est de +0,5% fin septembre 2020 par rapport à fin septembre 2019, notamment portées par l'Egypte (+18,0%²¹) et le Maroc (+2,7%¹⁹), malgré une baisse en Ukraine (-2,7%¹⁹) et une stabilité en Pologne (+0,8%¹⁹).

La collecte hors bilan reste stable pour LCL (-1,3%), impactée par un effet marché toujours négatif, malgré une remontée ce trimestre et est en hausse pour CA Italia (+6,4%), principalement lié à la croissance de l'assurance Vie (+11,3%). La collecte bilan est en hausse sur tous les marchés, de +12,6% par rapport à septembre 2019 pour LCL en France liée notamment à une progression de l'épargne des particuliers, tirée par les dépôts à vue particulier (+14%), les dépôts à vue professionnels et entreprises (+43%) et les livrets (+11%) ; elle progresse de +6,7% pour CA Italia, notamment portée par la hausse des dépôts depuis le début de l'année, reflet de l'accumulation de liquidité des entreprises et de

²¹ Hors effet de change

l'épargne de précaution des consommateurs. Enfin, les encours de collecte augmentent sur un an de +3,8% pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie, tirés par l'Ukraine (+35%¹⁹) le Maroc (+6%¹⁹) et la Pologne (+4%¹⁹). Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 25,5% (+0,6 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019) et chez CA Italia 16,2% (+1,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019).

La reprise de l'activité de **Services Financiers Spécialisés** se confirme ce trimestre. **La production commerciale de CA-CF dépasse les niveaux pré-crise** et atteint 10,9 milliards d'euros, en progression de 3% par rapport au troisième trimestre 2019, porté par la contribution à l'activité des Caisses régionales (+16% par rapport au troisième trimestre 2019) et GAC Sofinco (+32% par rapport au troisième trimestre 2019). **Le taux de marge à la production revient à un bon niveau**, correspondant à celui du dernier trimestre 2019 et du premier trimestre 2020, grâce à un mix produit plus favorable, porté notamment par la progression générale de la part short-channel chez Agos. Les **encours gérés** sont aussi en hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (+0,9% et +1,1% hors CACF NL) mais restent en légère baisse par rapport au troisième trimestre 2019 (-1,5% et -1,2% hors CACF NL). Dans cette même dynamique, la **production commerciale de CAL&F** profite de la bonne activité de crédit-bail sur le trimestre, en hausse de 3,8% par rapport au troisième trimestre 2019, à 1,5 milliard d'euros. En revanche, le **chiffre d'affaires factoré** enregistre un léger repli de -1,4% par rapport au troisième trimestre 2019, accentué par la **baisse de la quotité financée**, dans un contexte de moindre besoin de liquidité des entreprises, étant donné les supports de soutien à l'économie déployés depuis le mois de mars (Prêts Garantis par l'Etat notamment). Mais la tendance redevient positive en septembre avec un fort rebond en France et à l'International (+6%).

L'activité de l'ensemble de la Banque de financement et d'investissement est très dynamique ce trimestre, avec des **revenus sous-jacents** en hausse de +9,7% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 (à 1 288 millions d'euros) notamment sur la **banque de marché et d'investissement** (+24,8% à 678 millions d'euro) grâce à une poursuite de l'excellente performance des activités de marché (activités FICC : +26,5%, y compris CVA), marquant toutefois un début de normalisation. Les **originations obligataires** enregistrent à nouveau un très bon niveau d'activité (x1,8 au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période 2019), de même que les repos. CACIB confirme ainsi ses **positions de premier plan** (#1 en *All French Corporate bonds*, leader mondial sur les *Global Green and Sustainability bonds*²²), CACIB a ainsi été le conseil exclusif et teneur de livres pour la République Fédérale d'Allemagne dans une émission de 6,5 milliards d'euros de *Green bonds*. La **VaR réglementaire** au 30/09/2020 **reste à un niveau bas**, en lien avec le modèle de **gestion prudente des risques** (12,1 millions d'euros au 30 septembre 2020 vs 14 millions d'euros au 30 juin 2020 et 22,2 millions d'euros au 31 mars 2020, VaR réglementaire moyenne : 14,5 millions d'euros au troisième trimestre 2020, vs. 18,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et 11,4 millions d'euros au premier trimestre 2020). La **banque de financement** présente des revenus sous-jacents en léger retrait (-3,4%) par rapport au troisième trimestre 2019 à 610 millions d'euros. Bien que toujours portée par la banque commerciale, elle est impactée par le ralentissement de l'activité des financements structurés et par des effets de base²³ et de change défavorables ce trimestre. Hors ces effets, les revenus seraient en hausse de +6,6% sur le troisième trimestre. En particulier, CACIB a enregistré une forte activité sur les financements structurés dans le secteur des Telecoms et maintient de bons positionnements en **crédits syndiqués** : CACIB est ainsi **leader en France** et **n° 2 sur le marché EMEA**. Par ailleurs, en lien avec son modèle *Originate to Distribute*, la Banque de financement a enregistré un taux de distribution primaire moyen sur les douze derniers mois de 35%, en baisse de 8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. Le tirage sur les lignes de crédit « *revolving credit facilities* » (RCF) se normalise enfin ce trimestre : après une hausse de +18 milliards d'euros des tirages au début de la crise, 7,2 milliards ont été remboursés depuis à fin

²² Sources : Refinitiv, R17

²³ Dividendes BSF reçus au troisième trimestre 2019

septembre et le taux de tirage atteint 23%, se rapprochant ainsi des 18% pré-crise et après un point haut à 33% pendant la crise.

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les encours conservés dépassent 4 trillions d'euros à fin septembre 2020, niveau fixé comme objectif dans le Plan Moyen terme 2022 : ils atteignent 4 018 milliards d'euros, en croissance de +28% sur un an. Les **encours administrés** progressent également de +3% à 2 078 milliards d'euros. Ces progressions s'expliquent principalement par la **consolidation de Santander Securities Services** au quatrième trimestre 2019 (respectivement +673 milliards d'euros d'encours conservés et +11 milliards d'euros d'encours administrés à fin septembre 2020), mais également grâce à la **conquête de nouveaux clients**, permettant ainsi de compenser un effet marché défavorable (environ -80 milliards d'euros sur un an). A périmètre constant, les encours conservés et les encours administrés progressent donc de respectivement +6,4% et +2,2%.

Analyse des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 459 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -8,5% par rapport au troisième trimestre 2019 en raison notamment d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (sans impact sur le bénéfice net par action). Le RNPG du pôle demeure stable hors cet effet. Le pôle contribue à hauteur de 41% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le troisième trimestre 2020 et de 27% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 1 366 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, en baisse de -5,8% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Au 30 septembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,9 milliards d'euros dont 8,4 milliards d'euros sur les Assurances, 1 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs, et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 42,1 milliards d'euros dont 26,8 milliards d'euros sur les Assurances, 10,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,8 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Uniquement pour ce pôle : ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 22 milliards d'euros²⁴ d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -30,9 millions d'euros au troisième trimestre 2020 sur son résultat net part du groupe.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 22,6% pour les neuf premiers mois 2020, contre 27,5% sur l'année 2019.

Assurances

Le PNB sous-jacent atteint 610 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -7,6% sur un an en raison d'un effet marché négatif par rapport au troisième trimestre 2019, bien que celui-ci soit positif depuis la fin du premier trimestre 2020. Les charges sous-jacentes sont maîtrisées (-0,1% par rapport au troisième trimestre 2019 à 168 millions d'euros), limitant la baisse du RBE sous-jacent à -10,1%, pour atteindre 443 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 27,5% au troisième trimestre 2020, en augmentation de +2,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. La charge d'impôt diminue par ailleurs de -35% à 100 millions d'euros en raison de la baisse du résultat avant impôt et de l'imposition à taux réduit d'opérations

²⁴ Intégrant le débouclage partiel du Switch enregistré au T1-20

de cessions de titres. Le résultat net sous-jacent atteint ainsi 344 millions d'euros, en hausse de +1,0% par rapport au troisième trimestre 2019. Au final, la contribution du métier au RNPG sous-jacent est en baisse de -11,5%, à 300 millions d'euros, en raison des intérêts minoritaires qui augmentent (+42,5 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019) à la suite d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (sans impact sur le bénéfice net par action).

Le PNB sous-jacent atteint 1 822 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, en baisse de -4,4% par rapport aux neuf premiers mois 2019 en raison d'un effet marché défavorable sur la période. Les charges sous-jacentes augmentent de +3,9% sur la période. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -7,9%, à 1 240 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation se dégrade de +2,5 points de pourcentage, atteignant ainsi 31,9% sur les neuf premiers mois 2020. Le résultat net sous-jacent diminue de -1,1% à 936 millions d'euros et le RNPG sous-jacent atteint 890 millions d'euros, en baisse de -5,7% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Gestion d'actifs

Le PNB sous-jacent atteint 609 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -4,8% depuis le troisième trimestre 2019. Les commissions nettes de gestion sont en baisse sur un an (-4,8%), en raison d'un effet marché défavorable sur la période, mais en hausse depuis le deuxième trimestre 2020 (+4,8%). Les commissions de surperformance progressent quant à elles depuis le troisième trimestre 2019 (+18,7%) et se maintiennent à un bon niveau (30 millions d'euros). Enfin, les revenus financiers sont stables sur un an en dépit des taux d'intérêts négatifs. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,1 %, à 329 millions d'euros, grâce à la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle et à un ajustement des rémunérations variables. Le RBE sous-jacent diminue de -5,6% à 280 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU demeure de bon niveau à 54,0%, en légère hausse depuis un an (+0,4 point de pourcentage). La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment le résultat des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse (x2,1) et atteint 17 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente est en diminution de -5,8%, à 77 millions d'euros ce trimestre. Au final, le RNPG sous-jacent demeure solide et augmente de +1,5% par rapport au troisième trimestre 2019, à 146 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois 2020, le PNB sous-jacent diminue de -6,4% par rapport aux neuf premiers mois 2019, à 1 810 millions d'euros, en raison d'un effet de marché négatif sur la période. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,5%, à 988 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -8,7%, à 818 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU se maintient à un bon niveau (54,6%) malgré une dégradation de 1,1 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le résultat sous-jacent des sociétés mises en équivalence est en forte hausse (+40,8%), à 46 millions d'euros. Au final, dans un contexte de marché défavorable sur la période, le RNPG sous-jacent diminue de -9,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019 pour atteindre 420 millions d'euros.

Gestion de fortune

Le PNB sous-jacent diminue de -7,2% par rapport au troisième trimestre 2019 pour atteindre 192 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en raison notamment d'un effet de change défavorable sur un an. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en forte diminution (-17,3%) et atteignent 162 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent augmente sensiblement sur un an (x2,7, à 30 millions d'euros) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore significativement de -10,3 points de pourcentage pour s'établir à 84,3% au troisième trimestre 2020. Le coût du risque augmente depuis le troisième trimestre 2019 (x5,9 à 11 millions d'euros) et la charge d'impôts est en hausse de +2 millions d'euros. Au final, le RNPG sous-jacent est en baisse de -30,2%, atteignant 13 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Le PNB sous-jacent atteint 600 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 et est en baisse de -2,3% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent sensiblement (-6,3%) et atteignent 521 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent augmente fortement (+39%, à 76 millions d'euros) et

le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore (-3,6 points de pourcentage) pour atteindre 86,8%. Le RNPG sous-jacent progresse de +25,7% et atteint 56 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020.

Banque de proximité

Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent est en hausse de +2,6% et atteint 889 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Cette hausse est tirée par les commissions (+3,8%), en particulier sur l'assurance et la monétique, ainsi que par la marge nette d'intérêts (MNI) (+1,6%), soutenue par de bonnes conditions de refinancement. LCL poursuit sa politique d'efficacité opérationnelle, malgré la poursuite des investissements comme *City Explorer* (une fonctionnalité de l'appli LCL Mes Comptes permettant d'exonérer de frais de paiements et de retraits en devises étrangères en contrepartie d'un forfait). Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,6% à 550 millions d'euros au troisième trimestre 2020, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 4,7 point de pourcentage, à 61,8%. Cela permet d'afficher un résultat brut d'exploitation sous-jacent de 339 millions d'euros en forte amélioration de +17,0%. Le provisionnement est toujours en hausse (+43,2%) et atteint -83 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Cette hausse est notamment liée au provisionnement prudent sur des secteurs sensibles (dont hôtellerie, tourisme, restaurants). Le coût du risque sur encours des neuf mois annualisés s'établit ainsi à 30 points de base. Le taux de créances douteuses s'établit à 1,6% (-0,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020) et le taux de couverture à 84,6% (+6,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020). Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent est en hausse de +14,2%, atteignant 176 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Les revenus restent stables sur les neuf premiers mois de l'année 2020, à 2 635 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -3,7% grâce notamment à une amélioration continue des dépenses externes, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2,7 point de pourcentage, à 63,7%. Le résultat brut d'exploitation progresse donc de +7,5% (+8,4% hors FRU), mais est largement compensé par une forte hausse du provisionnement (+97,0%) à -301 millions d'euros. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe est en baisse de -9,4% à 408 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 9,7% pour les neuf premiers mois 2020, contre 10,8% en 2019.

Banque de proximité à l'international

Le PNB du pôle Banque de proximité à l'international diminue de -5,1% et s'établit à 657 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes baissent aussi, mais de façon moins forte (-1,5%), pour atteindre 415 millions d'euros. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue de -10,6%. Le provisionnement augmente de +47,9% ce trimestre pour s'établir à -124 millions d'euros (lié notamment au provisionnement des encours sains). Au final le résultat net part du groupe du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 63 millions d'euros, en baisse de -34,9% par rapport au troisième trimestre 2019.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le PNB sous-jacent diminue de -5,6% pour s'établir à 1 967 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en baisse de -1,8% pour atteindre 1 255 millions d'euros, entraînant une détérioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 2,5 points de pourcentage à 63,8%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève ainsi à 686 millions d'euros en baisse de -12,4%. Hors FRU, la baisse du résultat brut d'exploitation sous-jacent est ramenée à -11,6%. Le provisionnement augmente de 71,0% pour s'établir à 438 millions d'euros sur les neuf premiers mois. Il en résulte un résultat net part du groupe sous-jacent de 155 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 (en baisse de -43,4%).

Italie

Le PNB de Crédit Agricole Italia est stable au troisième trimestre 2020 par rapport à 2019 à 462 millions d'euros (-0,1% par rapport au troisième trimestre 2019). La MNI est soutenue par les conditions de refinancement, et les commissions sont revenues au niveau d'avant crise. Les charges sont également stables sur un an (-0,5%) et en baisse par rapport au deuxième trimestre 2020 (-2,3%) reflet des efforts faits précédemment sur les dépenses externes et les mobilités, qui permettent d'absorber les surcoûts liés à la crise. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit par conséquent à 61,0%, en légère amélioration (-0,3 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de l'année 2019). Le provisionnement est en croissance de +40,6%, atteignant -86 millions d'euros à un niveau bien maîtrisé. sous l'effet à la fois des dotations sur encours sains (-8 millions d'euros) et d'un renforcement significatif des provisions pour risques avérés afin notamment de préparer des cessions de créances douteuses. Le coût du risque sur encours des neuf premiers mois annualisé s'établit ainsi à 92 points de base. Le taux de créances douteuses et litigieuses est en amélioration ce trimestre à 7,3% (-0,6 points de pourcentage sept/sept) et le taux de couverture est en progression de +2,1 points de pourcentage à 62,9%.

Sur les neufs premiers mois de l'année 2020, le PNB baisse de -4,3% pour s'établir à 1 337 millions d'euros. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de seulement -1,6%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 63,5%, en hausse de 1,8 points de pourcentage sept/sept. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -9,8% à 462 millions d'euros (-8,8% hors FRU). Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -31,6%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit quant à lui à 5,7% pour les neuf premiers 2020, contre 9,3% en 2019.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 423 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, soit une baisse de -14% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2019, du fait de la hausse du coût du risque.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le PNB sous-jacent diminue au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 (-15,1%), en raison notamment d'une MNI impactée par la chute des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc, et de commissions affectées par le fort ralentissement de l'activité commerciale. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en revanche en diminution de -3,5% ce trimestre et sont stables ou baissent dans toutes les filiales sauf Crédit du Maroc (+3%). La baisse des charges étant moins importante que celle des revenus, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de la BPI hors Italie se dégrade ce trimestre pour s'établir à 68,5% en hausse de 8,2 points. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue ainsi de -32,6%. Le provisionnement augmente (+67,9%) pour s'établir à -38 millions d'euros au troisième trimestre 2020, notamment lié au provisionnement des encours sains. Le taux de couverture s'établit à 104% en hausse de 4 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. Au final le résultat net part du groupe sous-jacent s'établit à 11 millions d'euros, soit une forte baisse de -69,3%.

Par pays :

- CA Egypte⁽²⁵⁾ : le résultat produit net bancaire est en baisse de -15% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 pénalisé par la baisse des taux. Le profil de risque reste toujours bon avec un faible taux de CDL à 2,5%, et un taux de couverture élevé à 187%.
- CA Pologne⁽²⁵⁾ : le PNB sous-jacent enregistre une baisse ce trimestre (-16%), pénalisé par la baisse des taux directeurs. Les charges étant stables, le résultat brut d'exploitation sous-jacent baisse de -65%.

²⁵ Hors effet change

Le taux de couverture des créances douteuses augmente à 108% ce qui a pour conséquence un résultat net part du Groupe en baisse, négatif sur les neuf premiers mois 2020 (-4 millions d'euros).

- CA Ukraine⁽²⁵⁾ : le PNB sous-jacent est en baisse ce trimestre (-9%). Le taux de CDL s'améliore à 2,3% et le taux de couverture est élevé à 242%.
- Crédit du Maroc⁽²⁵⁾ : le PNB est en légère baisse ce trimestre de -2%, et les charges restent maîtrisées (+3%). Le provisionnement reste prudent, le taux de couverture atteignant 91%.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le PNB baisse de -8,1% pour s'établir à 630 millions d'euros. Les charges d'exploitation baissent de seulement -2,1%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent qui s'établit à 64,5%, en hausse de 3,9 points de pourcentage sept/sept. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 224 millions d'euros en baisse de -17,3%. Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -60,6%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 10,8% pour les neuf premiers mois 2020, contre 19,3% pour 2019.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 5% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 17% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 septembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 8,7 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 3,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 92,0 milliards d'euros dont 51,2 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 40,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Services Financiers Spécialisés

Les résultats du **troisième trimestre 2020** des Services financiers spécialisés sont marqués par le **passage en IFRS 5 de la filiale néerlandaise CACF Nederland BV**, entité en cours de cession. Ceci se matérialise au troisième trimestre 2020 par le retraitement sur l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion de CACF des produits et charges enregistrés au premier et deuxième trimestre 2020 et l'enregistrement en résultat net des activités en cours de cession du résultat du troisième trimestre de CACF NL.

Ainsi, au troisième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 181 millions d'euros, soit une baisse de -10,0% par rapport au troisième trimestre 2019, et de 9,2% à périmètre constant par rapport au troisième trimestre 2019 (i.e. hors CACF NL).

Le pôle contribue à hauteur de 13% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois de 2020.

Le RONE du pôle s'établit à 11,5% sur les neuf premiers mois 2020 contre 16% en 2019. Les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros contre 5,2 milliards d'euros en septembre 2019.

Crédit à la consommation

Au troisième trimestre, le **produit net bancaire sous-jacent** de CA-CF atteint 488 millions d'euros, soit une baisse de -7,9% par rapport au troisième trimestre 2019. Toutefois à périmètre constant, c'est-à-dire hors CACF NL²⁶, la baisse du produit net bancaire sous-jacent n'est que de -1,4%, signe de la résilience de l'activité. Les **charges hors FRU** sont en baisse marquée (-19,1% et -2,6% à périmètre constant²⁶), impactant favorablement

²⁶ Hors impact IFRS 5 sur CACF NL au T3-20 et hors produits enregistrés au T3-19 au titre de CACF NL

le **coefficient d'exploitation hors FRU** qui atteint 44,8% ce trimestre, et 49,3% à périmètre constant (stable par rapport au troisième trimestre 2019). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** demeure stable (+3,8%, mais -0,1% hors CACF NL²⁶). La **contribution des sociétés mises en équivalence** se stabilise ce trimestre (-2,9%). Le **coût du risque** est revenu au niveau du troisième trimestre 2019 (+4,5%, +6,7% à périmètre constant). Il diminue ainsi fortement par rapport au deuxième trimestre 2020 (-43% à périmètre constant) après un provisionnement solide au titre du covid-19. On observe une bonne reprise des paiements post-moratoires (98% au 30 septembre 2019 pour les clients « retail » et « corporates »). Le **taux de créances douteuses et litigieuses** enregistre une hausse modérée, s'établissant à 7,3%, contre 6,1% au deuxième trimestre 2020, principalement liée à l'entrée en vigueur de la nouvelle définition du défaut, accroissant l'assiette d'encours en « stage 3 ». Au final, le résultat net part Groupe sous-jacent atteint 147 millions, soit une baisse de -3,9% par rapport au troisième trimestre 2019, et une baisse de -2,8% hors CACF NL.

Sur les neuf premiers mois 2020, le **produit net bancaire** de CA-CF diminue de 8,0% et de 4,3% à périmètre constant par rapport aux neuf premiers mois de 2019, tout comme le **résultat brut d'exploitation hors FRU** (-8,4% au global contre -6,9% à périmètre constant). Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se maintient à 49,3%, soit en hausse de 0,2 point de pourcentage au global, porté par une diminution des **charges hors FRU** (-7,6% au global et -1,4% à périmètre constant) grâce à une bonne maîtrise de l'efficacité opérationnelle. La **contribution des sociétés mises en équivalence** diminue (-11,4%) en raison d'une augmentation du provisionnement chez Wafasalaf, compensé en partie par la résilience des JV automobiles. Le **coût du risque** augmente (+51,7%, et +53,7% à périmètre constant). Au final, le **RNPG** sous-jacent de CA-CF diminue de -22,8% sur les neuf premiers mois et de 21,8% à périmètre constant. Enfin, la **contribution du métier au RNPG** des neuf premiers mois de 2020 atteint 11%.

Leasing & Affacturage

Au **troisième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent atteint 131 millions d'euros, en repli de -10,4% par rapport au troisième trimestre 2019, s'expliquant par une activité d'affacturage toujours pénalisée par la diminution des quotités financées. Les **charges hors FRU** sous-jacentes restent stables (-0,9% à 71 millions d'euros), portant la baisse du **résultat brut d'exploitation** à 19,4%. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade de 5,2 points de pourcentage et atteint 53,5%, mais reste plus faible qu'au deuxième trimestre (-2,8 points de pourcentage). Le **coût du risque** augmente de 42,6%, dans un contexte qui continue d'être marqué par les incertitudes économiques, mais reste par deux fois inférieur à celui du deuxième trimestre 2020 qui avait permis d'atteindre un taux de provisionnement très élevé. Au final, le **RNPG sous-jacent** de CAL&F s'établit à 34 millions d'euros et est en baisse de -28% par rapport au troisième trimestre 2019, mais double par rapport au trimestre précédent.

Sur les neuf premiers mois de 2020, le **produit net bancaire** de CAL&F diminue par rapport aux neuf premiers mois de 2019 de -9,6% tandis que les **charges hors FRU** restent stables (-0,9% à 214 millions). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation hors FRU** diminue de -20,8% et le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade (+4,9 points de pourcentage, pour atteindre 56,1%). Avec un doublement du **coût du risque** par rapport aux neuf premiers mois de 2019, le **RNPG** de CAL&F atteint 64 millions d'euros, en baisse de -44,9%.

Grandes Clientèles

Au **troisième trimestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 342 millions d'euros, en baisse de -28,4% par rapport au troisième trimestre 2019. Le résultat brut d'exploitation est cependant de nouveau en forte croissance (+16,9% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019) grâce à une activité dynamique sur l'ensemble des métiers du pôle. Cependant, le pôle est impacté par une hausse sensible du provisionnement (il est multiplié par 4,8 entre les deux trimestres), en particulier dans la banque de financement (multiplié par 5,6 à 225 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020).

Sur les neuf premiers mois 2020, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 986 millions d'euros, en retrait de -15,7% par rapport à la même période 2019.

Le pôle contribue à hauteur de 29% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2020, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 11,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 124,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,5% pour les neuf premiers mois 2020, contre 12,0% pour 2019.

Banque de financement et d'investissement

Au **troisième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent augmente de +9,7% à 1 288 millions d'euros, grâce à une activité dynamique dans la banque de marché (+24,8% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019), en particulier sur les activités de primaire obligataire et sur les repos et en dépit d'un ralentissement des activités de taux et de change ; la banque de financement enregistre quant à elle, un léger recul du produit net bancaire (-3,4% entre les deux trimestres) du fait d'un ralentissement de l'activité de financements structurés et malgré un bon niveau d'activité en banque commerciale ; elle est également impactée par des effets de base (dividendes sur Banque Saudi Fransi (BSF) perçus au troisième trimestre 2019) et de change défavorables ce trimestre. Hors ces effets, la banque de financement enregistrerait une hausse de +6,6% de ses revenus au troisième trimestre 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes demeurent très bien maîtrisées, enregistrant une hausse limitée de +2,1% au troisième trimestre 2020, permettant d'afficher un coefficient d'exploitation sous-jacent de 50,5%, en amélioration de 3,7 points de pourcentage sur un an. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en forte hausse ce trimestre, de +18,6% par rapport au troisième trimestre 2019. Le provisionnement enregistre une hausse notable par rapport au troisième trimestre 2019, il est multiplié par x4,6 pour atteindre 220 millions d'euros, notamment du fait d'une hausse du provisionnement des encours sains (le provisionnement des *stages* 1&2 représente environ 90% de la hausse du coût du risque entre le troisième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2020), en particulier sur les secteurs aéronautique et hôtellerie, secteurs fragilisés par la crise sanitaire. Comparé au deuxième trimestre 2020, le provisionnement enregistre une baisse de -35,0%. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 307 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020, en recul de -28,9% par rapport au troisième trimestre 2019.

Sur les neuf premiers mois 2020, le produit net bancaire enregistre une hausse marquée de +11,8% par rapport à la même période 2019. Les charges d'exploitation hors contribution au FRU enregistrent une hausse très limitée (+2,8%), permettant de dégager un effet ciseaux de 9 points de pourcentage et d'afficher un coefficient d'exploitation hors FRU de 49,2%, en amélioration de 4,3 points entre les deux périodes. Le résultat brut d'exploitation est en forte hausse de +19,9%. Le provisionnement des risques est cependant multiplié par 7,1. Au final, la contribution au résultat net part du Groupe atteint 892 millions d'euros, en baisse de -16,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Services financiers aux institutionnels

Au troisième trimestre 2020, le produit net bancaire sous-jacent augmente de +23,1% à 278 millions d'euros. Outre l'effet périmètre lié à la consolidation de Kas Bank et Santander Securities Services (S3) depuis le quatrième trimestre 2019, il bénéficie d'un bon niveau d'activité sur le troisième trimestre 2020. Les encours conservés sont supérieurs à 4 trillions d'euros au 30 septembre 2020, qui était l'un des objectifs du Plan Moyen Terme 2022. Ils sont en hausse de +28% sur un an à fin septembre 2020, y compris l'effet périmètre de S3 pour +673 milliards d'euros à fin septembre 2020 et de +6,4% à périmètre constant grâce à l'entrée de nouveaux clients (notamment Groupama et Candriam), qui compensent un effet marché négatif (environ -80 milliards d'euros sur un an). Les charges d'exploitation sous-jacentes augmentent de 30,6% à 217 millions d'euros. Hors l'effet périmètre lié à la consolidation de Kas Bank et S3, elles augmentent de +12%, essentiellement sous l'effet de développements IT et investissements, dont certains liés à l'arrivée de nouveaux

grands clients. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent progresse de +2,0% à 61 millions d'euros et le coefficient d'exploitation est de 78,0% au troisième trimestre 2020. Le résultat net atteint 52 millions d'euros, en progression de +13,4%. Après partage avec les minoritaires de Santander pour 17 millions d'euros, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent enregistre une baisse de -23,3% sur un an, pour s'établir à 35 millions d'euros.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente sur les neuf premiers mois 2020, de +25,2% par rapport aux neuf premiers mois 2019 tandis que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +25,1%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente ainsi de +20,1% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 75,1%, stable par rapport à la même période 2019. Le **résultat net** sous-jacent progresse ainsi de +30,6%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** est en baisse de -11,8% en raison de l'apparition des intérêts minoritaires au profit de Santander (95 millions d'euros).

Activités Hors métiers

La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » des autres éléments. La composante « structurelle » se décompose en trois types d'activités :

- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -118 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en amélioration notable par rapport au troisième trimestre 2019 (-243 millions d'euros) sous l'effet d'une amélioration du PNB grâce à une diminution des coûts de refinancement et les gains temporaires liés au TLTRO III ;
- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier : leur contribution à +8 millions d'euros au troisième trimestre 2020, affiche un léger recul par rapport au troisième trimestre 2019 (+10 millions d'euros), du fait des impacts de valorisations négatives dans les entités de capital investissement ;
- les fonctions support du Groupe : le troisième trimestre 2020 enregistre un impact positif de +10 millions d'euros, en amélioration par rapport au troisième trimestre 2019 (-2 millions d'euros). Leur contribution reste toutefois globalement nulle sur une année glissante, leurs prestations faisant l'objet de refacturations aux autres entités du Groupe.

Les « autres éléments » enregistrent ce trimestre une contribution négative de -5 millions d'euros, contre une contribution de +30 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, cet écart défavorable est lié à l'impact de la remontée des marchés sur des opérations intragroupes.

Sur les neuf premiers mois 2020, la contribution négative du pôle AHM s'élève à -548 millions d'euros, en amélioration de +194 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2019. La composante structurelle s'améliore sensiblement sur la période (+194 millions d'euros), en particulier sur les activités et les fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale (+240 millions d'euros). Les autres éléments du pôle enregistrent contribution de +67 millions d'euros sur le semestre, en amélioration de +8 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les emplois pondérés sont de 26,9 milliards d'euros et le capital alloué de 2,6 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Sur le trimestre, la solidité financière du Groupe Crédit Agricole s'est à nouveau améliorée, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé en hausse de +0,9 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020, pour atteindre 17,0%. Le ratio non-phasé, c'est-à-dire hors impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « Quick fix », atteint 16,7%. La hausse s'explique principalement par l'effet du résultat publié (+33 points de base) et par les effets méthodologiques et réglementaires (+24 points de base). Ces derniers correspondent essentiellement à l'impact, sur les RWA, des engagements de paiement irrévocables (+16 points de base), ainsi que de l'application du nouveau facteur supplétif sur les PME et les financements d'infrastructures (+10 points de base). Par ailleurs, la baisse des emplois pondérés sur la période a un effet favorable sur le ratio CET1 de +28 points de base. Les emplois pondérés des métiers ont en effet diminué en Grande Clientèle (-5,8 milliards d'euros), ainsi qu'en Banque de Proximité (-3,3 milliards d'euros), dont -1,8 milliard d'euros chez LCL et -1,0 milliard d'euros dans les Caisses régionales, en raison principalement de l'impact de l'expiration du délai de carence de 2 mois pour les PGE de -6,1 Mds€. Les emplois pondérés subissent aussi l'impact des effets méthodologiques et réglementaires pour -2,6 milliards d'euros (dont essentiellement facteur supplétif et financement d'infrastructures pour -3,3 milliards d'euros, et nouveau défaut pour 0,3 milliards d'euros). Enfin, la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte à la hausse les emplois pondérés pour +2,1 milliard d'euros. A noter que le ratio de CET1 du Groupe comprend 16 points de base de dividendes non distribués en 2020 au titre des résultats de 2019.

Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,1 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 7,2 points de pourcentage au 30 juin 2020.

Le ratio de levier phasé ressort à 5,8%, en hausse de 0,5 point de pourcentage en lien avec la neutralisation des expositions BCE par rapport à fin juin 2020, et est légère progression à 5,4% avant cet effet de neutralisation des expositions BCE. Le ratio Tier 1 phasé ressort à 17,9%, le ratio global phasé est à 20,5% et le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 5,2% ce trimestre avant exclusion des expositions Banque Centrale.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faudra ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 30 septembre 2020, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 24,8% des RWA et 8,1% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**. Le ratio TLAC progresse de 100 pb par rapport au 30 juin 2020, de pair avec la progression des fonds propres sur le trimestre et soutenu par la baisse des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 60 pb, tenant compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale (il aurait atteint 7,5% avant neutralisation de ces expositions). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,02% au 30 septembre 2020) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission 2020 sur le marché de 6 à 8 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 30 septembre 2020, 7,4 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 23,3 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « point d'entrée unique » (*Single Point of Entry - SPE*) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, un membre du réseau Crédit Agricole ou une entité qui lui est affiliée ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF²⁷) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences sont d'ores et déjà applicables et respectées par le Groupe depuis leur notification. Elles seront révisées périodiquement par les autorités de résolution et intégreront les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2).

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 septembre 2020, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à environ 11% du TLOF et 8,2% hors dette senior préférée éligible**. Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio

²⁷ TLOF – Total Liabilities Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **33%** à fin septembre 2020. **Il s'établit à 24,8% hors dettes senior éligibles.** L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint à fin septembre 2020.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD4) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux. Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise du Covid-19, la Banque centrale Européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du Pilier 2 (*Pillar 2 requirement*, P2R). Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1. Ainsi, l'exigence CET1 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole a baissé de 66bp depuis le 1er trimestre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **724 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 41 milliards d'euros de capital CET1.**

Crédit Agricole SA, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **447 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 15 milliards d'euros de capital CET1.**

Crédit Agricole S.A.

A fin septembre 2020, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,6% en phasé** (c'est-à-dire comprenant l'impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « quick-fix »), **en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020, au-dessus de la cible (160 points de base) et des exigences SREP (470 points de base). Le ratio non phasé est de 12,4%.** Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié, générant un impact positif de +32 points de base, de la baisse des emplois pondérés de +31 points de base, ainsi que de l'impact positif des effets méthodologiques et réglementaires de +16 points de base, qui inclut notamment la déduction des engagements irrévocables de paiement FRU et FGDR (+12 points de base). Le ratio de solvabilité intègre ce trimestre une provision de dividende de 0,16€ par action, soit 0,40€ sur les neuf mois de l'année 2020, qui, couplé à l'effet des coupons AT1, entraîne un impact négatif de -15 points de base. Par ailleurs, le ratio intègre un impact positif de +1 points de base sur le poste « M&A, OCI et autres » lié essentiellement à la cession de la Banque Saudi Fransi par Crédit agricole Corporate and Investment Bank, au reclassement de Crédit Agricole Consumer Finance NEDERLAND BV en activités destinées à être cédées, à l'impact de la hausse des réserves latentes sur portefeuilles de titres, à un effet change, et à la « prudent valuation ». Le ratio comprend depuis le 31 mars 60 points de base de dividendes non distribués en 2020 au titre du résultat 2019. Au final, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 4,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 7,9%, contre 4,1 points de pourcentage au 30 juin 2020.

Le ratio de levier phasé s'établit à 4,5% à fin septembre 2020, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020 en lien avec la neutralisation des expositions BCE, mais est stable à 3,9% par rapport à fin juin 2020 avant cette neutralisation. Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé est à 3,8% avant neutralisation des expositions BCE, le ratio Tier 1 phasé ressort à 14,1% et le ratio global phasé est à 18,2% ce trimestre.

Les emplois pondérés s'élèvent à 338 milliards d'euros à fin septembre 2020, contre 347 milliards d'euros à fin juin, soit une baisse de -2,8%. La contribution des métiers est négative pour -9,9 milliard d'euros, (dont -1,8 milliards d'euros d'effet change) sous l'effet d'une baisse des emplois pondérés sur le pôle Grandes clientèles (-

5,7 milliards d'euros), et en Banque de proximité (-2,2 milliard d'euros). L'évolution sur le pôle Grandes Clientèles s'explique notamment par une tendance à la normalisation progressive de la VaR/CVA (baisse des risques de marché et de la CVA -2 milliards d'euros), par une bonne maîtrise de la consommation de ressources par les métiers, et par un impact favorable du change (-1,5 Md€), plus que compensant l'impact défavorable des migrations de notations (+1,3 Md€). L'évolution en Banque de proximité, est notamment liée à l'expiration du délai de carence de 2 mois pour les PGE (-1,3 milliards d'euros). La hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la hausse pour +2,0 milliards d'euros. Les opérations de M&A impactent les emplois pondérés à la baisse pour -1,0 milliards d'euros (lié à la cession de la Banque Saudi Fransi par Crédit agricole Corporate and Investment Bank). Les effets méthodologiques et réglementaires les impactent aussi à la baisse pour -0,9 milliard d'euros, dont -1,5 milliards d'euros pour l'effet facteur supplétif PME et financement d'infrastructure, 0,3 milliard d'euros au titre de la « nouvelle définition du défaut ».

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 67 milliards d'euros à fin septembre 2020. De même, 117 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 178 milliards d'euros à fin septembre 2020, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (63 milliards d'euros à fin septembre 2020) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operation) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de TLTRO II et TLTRO III ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 487 milliards d'euros au 30 septembre 2020, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 249 milliards d'euros**, en hausse de 8 milliards d'euros par rapport à juin 2020, et en hausse de 131 milliards d'euros par rapport à septembre 2019.

Dans la continuité des actions menées sur les deux derniers trimestres, dans le contexte de crise Covid-19, le Groupe a de nouveau pris part en septembre 2020 aux opérations de refinancement moyen-long terme « T-LTRO III » de la Banque centrale Européenne pour 7,9 milliards d'euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables. (Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification est étalée sur un an, étant donné que le Groupe remplit déjà les critères d'évolution d'encours de crédits entrant dans le calcul du droit à tirage).

Par ailleurs, le Groupe a à nouveau bénéficié sur le trimestre d'une hausse toutefois plus modeste de la collecte sur la BFI et la banque de détail en France. En effet, sur le trimestre la collecte a progressé de 14 milliards d'euros tandis que les crédits sont en hausse de 5 milliards d'euros contribuant également à l'augmentation des ressources stables.

L'excédent de 249 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il respecte ainsi l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le **ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 122,2%**, en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,6pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2020 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 313 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 190 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 80 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 24 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 19 milliards d'euros.

La hausse des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO III de la Banque centrale Européenne. La baisse des dettes senior préférées s'explique par l'amortissement contractuel et le faible montant d'émissions non collatéralisées au cours du troisième trimestre.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 404 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en baisse de 1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2020 et en hausse de 132 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2019. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme (hors remplacements en Banques Centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité.

La hausse du taux d'encombrement des créances du Groupe, qui s'établit à 23,2% à fin juin 2020, est en ligne avec les tirages en Banques centrales.

A fin septembre 2020, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 285,2 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 254,2 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit

respectivement à 203,4 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 180,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 140,2% et 140,7% à fin septembre 2020. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1er janvier 2018.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO III auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2020, les principaux émetteurs du Groupe avaient levé sur le marché l'équivalent de 26,3 milliards d'euros²⁸ de dette à moyen long terme, dont 44% émis par Crédit Agricole S.A. On peut noter que :

- Crédit Agricole Next Bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale en septembre en format covered bond à 9 ans pour 200 millions de CHF ;
- Crédit Agricole Assurances (CAA) a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe.

Par ailleurs, 4,0 milliards d'euro ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes à fin septembre 2020.

A fin octobre 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 97% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 12 milliards d'euros pour l'année. La banque a levé l'équivalent de 11,6 milliards d'euros^{28,29}, dont 5,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée et 2,2 milliards d'euros équivalents en dette Tier 2, ainsi que 4,2 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et devises : une seconde émission Panda (1 milliard de CNY) à 3 ans a été réalisée en septembre 2020.

Pour rappel, l'objectif d'émissions senior non préférées et Tier 2 a été révisé à 6 à 8 milliards d'euros équivalents, en hausse par rapport à l'objectif initial de 5 à 6 milliards d'euros équivalents.

De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en octobre 2020 une émission AT1 PNC7,5 ans pour 750 millions d'euros au taux initial de 4% pour permettre au Groupe Crédit Agricole de conserver une flexibilité au niveau de la gestion de son capital Tier 1.

²⁸ Montant brut avant rachat (dont l'offre publique sur des dettes SP en juin pour 3,4Mds€) et amortissement

²⁹ Hors émission AT1

Responsabilité Sociale et Environnementale de l'Entreprise

Finance verte

La République Fédérale d'Allemagne a émis sa première obligation verte en septembre 2020, d'un montant de 6,5 Mds€. Elle représente environ 10 % du volume des obligations souveraines vertes en circulation et servira à financer la stratégie climat et environnementale de l'Allemagne. Crédit Agricole CIB est intervenu comme teneur de livre associé dans cette transaction historique, et a également agi comme conseil exclusif de l'Allemagne pour la structuration de son programme de Green Bonds publié en août 2020.

L'évaluation annuelle des Principes pour l'investissement responsable (PRI) a conduit à l'attribution de la note maximum A+ à Amundi pour sa stratégie et sa gestion ESG. Ces résultats témoignent d'une reconnaissance internationale de la stratégie d'investissement responsable d'Amundi, de son engagement et de sa capacité à appliquer les critères ESG sur les classes d'actifs actions, obligations et private equity.

Enfin, Amundi a lancé ce trimestre un fonds obligataire avec exposition au financement de projets verts dans les pays émergents

Biodiversité

Face à la nécessité grandissante de réduire les émissions carbone et de limiter l'impact environnemental des chantiers, une trentaine d'acteurs de l'immobilier - investisseurs, promoteurs, grands utilisateurs - viennent de lancer le « Booster du réemploi », une initiative ambitieuse en faveur du réemploi des matériaux. Signataire de ce programme, Crédit Agricole Immobilier se mobilise en faveur d'une économie bas carbone et s'engage à œuvrer aux côtés de ses partenaires afin de structurer et promouvoir la filière favorisant l'économie circulaire. Pour 1000 m2 de surface, le réemploi permet d'économiser 44 tonnes de déchets, 67 tonnes d'équivalent CO2 et plus d'1 million de litres d'eau.

Inclusion

Le Crédit Agricole complète ses actions en faveur de l'inclusion bancaire par la mise en ligne d'une nouvelle plateforme « Maîtriser son budget » sur le site credit-agricole.fr et les vitrines des Caisses régionales. Cette plateforme met à disposition des clients et prospects un ensemble de contenus en lien avec la gestion budgétaire, pour les aider à rebondir. Ces contenus sont répertoriés en quatre catégories : • Comment bien gérer son budget ? • Où trouver de l'aide en cas de coup dur ? • Les offres bancaires du Groupe à prix modérés. Des offres extra-bancaires (alimentation, Internet et mobile, eau, mobilité...).

Dans le cadre d'un programme développé avec la Coopération suédoise et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Fondation Grameen Crédit Agricole vient d'accorder un premier financement à une institution de microfinance pour promouvoir l'accès à des services financiers et non financiers pour les réfugiés en Ouganda. En plus du financement, la Fondation coordonne l'assistance technique du programme visant à soutenir les institutions dans le développement de produits et services adaptés aux réfugiés. L'Ouganda est la 1re terre d'accueil en Afrique et la 3e à l'échelle mondiale, accueillant 1,2 million de réfugiés.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T3-20 et T3-19, 9M-20 et 9M-19

En m€	T3-20		T3-19		9M-20		9M-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	28	(28)	(21)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(13)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	(72)	(47)	(133)	(90)	(170)	(111)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(94)	(64)	-	-
Total impact en PNB	8	7	(115)	(76)	(444)	(303)	(290)	(194)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	(4)	(2)	-	-	(78)	(68)	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Activation du Switch2 (CR)	-	-	-	-	(65)	(44)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR)	28	19	-	-	28	19	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	(55)	-	-	-	(55)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	-	(69)	-	-	-	(69)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoia (BPI)	-	(40)	-	-	-	(40)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarat (CR)	-	(5)	-	-	-	(5)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	-	(170)	-	-	-	(170)	-	-
Impact total des retraitements	4	(165)	(115)	(76)	(523)	(541)	(290)	(194)
Gestion de l'épargne et Assurances	(28)	(19)	-	-	(144)	(110)	-	-
Banque de proximité-France	22	14	(80)	(53)	(298)	(207)	(189)	(124)
Banque de proximité-International	(40)	(40)	-	-	(48)	(44)	-	-
Services financiers spécialisés	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)	-	-
Grandes Clientèles	8	8	(4)	(3)	22	16	(43)	(32)
Activités hors métiers	(59)	(58)	(30)	(20)	(156)	(127)	(58)	(38)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T3-20 et T3-19, 9M-20 et 9M-19

En m€	T3-20		T3-19		9M-20		9M-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	27	(28)	(20)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(12)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Total impact en PNB	8	6	(43)	(28)	(217)	(148)	(120)	(81)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	(4)	(2)	-	-	(68)	(58)	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Ajustement sur l'activation du Switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(28)	(19)	-	-	38	26	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	(55)	(55)	-	-	(55)	(55)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(124)	(124)	-	-	(124)	(124)	-	-
Impact total des retraitements	(148)	(139)	(43)	(28)	(372)	(305)	(120)	(81)
Gestion de l'épargne et Assurances	(28)	(19)	-	-	(144)	(110)	-	-
Banque de proximité-France	-	-	(8)	(5)	(17)	(11)	(19)	(12)
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Services financiers spécialisés	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)	-	-
Grandes Clientèles	8	7	(4)	(3)	22	16	(43)	(31)
Activités hors métiers	(59)	(58)	(30)	(20)	(156)	(127)	(58)	(38)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T3-20 et T3-19

	T3-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 308	889	652	1 421	619	1 578	2	8 468
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(550)	(414)	(658)	(289)	(871)	(199)	(5 096)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 192	339	238	762	330	708	(198)	3 372
Coût du risque	6	(83)	(120)	(41)	(141)	(217)	1	(596)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	17	72	0	(0)	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	6	(1)	(11)	1	(1)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 194	258	124	737	250	492	(197)	2 858
Impôts	(398)	(74)	(33)	(173)	(43)	(119)	98	(743)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(170)
Résultat net	790	184	51	564	138	372	(154)	1 945
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(20)	(112)	(26)	(15)	(1)	(177)
Résultat net part du Groupe	789	184	31	452	112	357	(155)	1 769

	T3-19 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 172	858	1 499	717	676	1 397	(103)	8 216
Charges d'exploitation hors FRU	(2 147)	(576)	(706)	(441)	(341)	(803)	(205)	(5 220)
FRU	2	-	-	-	-	-	(2)	-
Résultat brut d'exploitation	1 028	282	793	276	335	594	(310)	2 997
Coût du risque	(48)	(58)	(11)	(85)	(131)	(45)	(6)	(384)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	8	-	74	2	-	85
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(0)	21	(0)	(0)	(3)	0	18
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	981	224	810	190	278	547	(316)	2 715
Impôts	(340)	(68)	(235)	(54)	(56)	(63)	69	(748)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	641	156	575	136	222	484	(247)	1 968
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(75)	(28)	(21)	0	5	(119)
Résultat net part du Groupe	641	156	500	109	201	485	(242)	1 849

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	9 631	2 617	2 013	4 115	1 873	4 873	(191)	24 930
Charges d'exploitation hors FRU	(6 401)	(1 678)	(1 304)	(2 130)	(949)	(2 612)	(607)	(15 680)
FRU	(123)	(42)	(25)	(6)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	3 107	897	684	1 979	904	2 001	(883)	8 688
Coût du risque	(664)	(301)	(436)	4	(579)	(719)	(38)	(2 733)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	46	204	5	(0)	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	72	2	7	1	(1)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	2 434	598	319	2 032	536	1 288	(922)	6 286
Impôts	(862)	(183)	(87)	(501)	(25)	(223)	350	(1 531)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(171)
Résultat net	1 567	415	191	1 531	442	1 065	(627)	4 584
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(60)	(244)	(72)	(41)	(5)	(424)
Résultat net part du Groupe	1 564	415	131	1 287	370	1 024	(632)	4 159

	9M-19 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	9 841	2 605	4 439	2 158	2 044	4 200	(390)	24 898
Charges d'exploitation hors FRU	(6 560)	(1 742)	(2 150)	(1 335)	(1 012)	(2 419)	(586)	(15 805)
FRU	(86)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	3 195	832	2 281	801	1 013	1 605	(1 060)	8 667
Coût du risque	(342)	(153)	(14)	(260)	(370)	(105)	(19)	(1 263)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	32	-	231	1	-	273
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	1	20	(1)	1	(1)	8	21
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 855	679	2 320	540	874	1 500	(1 071)	7 698
Impôts	(1 050)	(221)	(654)	(153)	(193)	(340)	287	(2 323)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	1 806	458	1 675	387	681	1 160	(784)	5 383
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(224)	(81)	(79)	1	12	(372)
Résultat net part du Groupe	1 805	458	1 450	307	602	1 161	(772)	5 012

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T3-20 et T3-19

T3-20 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 411	889	657	619	1 579	(3)	5 151
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	(550)	(415)	(289)	(871)	(209)	(2 991)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	753	339	241	330	708	(212)	2 160
Coût du risque	(41)	(83)	(124)	(141)	(217)	2	(605)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(3)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	728	258	123	250	492	(201)	1 650
Impôts	(172)	(74)	(33)	(43)	(119)	96	(346)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	556	184	89	138	372	(160)	1 180
Intérêts minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(23)	(4)	(203)
Résultat net part du Groupe	440	176	63	112	350	(164)	977

T3-19 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 507	858	692	676	1 397	(100)	5 031
Charges d'exploitation hors FRU	(706)	(576)	(422)	(341)	(803)	(176)	(3 025)
FRU	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Résultat brut d'exploitation	801	282	270	335	594	(278)	2 004
Coût du risque	(11)	(58)	(84)	(131)	(45)	(5)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	74	2	(2)	82
Gains ou pertes nets sur autres actifs	21	(0)	(0)	(0)	(3)	0	17
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	819	224	186	278	547	(285)	1 769
Impôts	(238)	(68)	(54)	(56)	(63)	56	(423)
Rés. net des activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	0
Résultat net	581	156	132	222	485	(229)	1 346
Intérêts minoritaires	(79)	(7)	(35)	(21)	(10)	4	(147)
Résultat net part du Groupe	502	149	97	201	475	(225)	1 199

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 9M-20 et 9M-19

9M-20 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 090	2 617	1 967	1 873	4 872	(170)	15 248
Charges d'exploitation hors FRU	(2 129)	(1 678)	(1 263)	(949)	(2 612)	(594)	(9 226)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	1 954	897	678	904	2 000	(850)	5 583
Coût du risque	4	(301)	(438)	(579)	(719)	(36)	(2 068)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	204	5	22	277
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	2	72	7	1	0	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 007	598	312	536	1 287	(863)	3 876
Impôts	(495)	(183)	(86)	(25)	(223)	320	(692)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	1 512	415	225	442	1 064	(599)	3 059
Intérêts minoritaires	(255)	(19)	(74)	(72)	(62)	(9)	(490)
Résultat net part du Groupe	1 257	396	151	370	1 002	(608)	2 568

9M-19 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 455	2 605	2 083	2 044	4 203	(356)	15 034
Charges d'exploitation hors FRU	(2 150)	(1 742)	(1 278)	(1 012)	(2 419)	(560)	(9 161)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	2 298	832	783	1 013	1 607	(999)	5 534
Coût du risque	(14)	(153)	(256)	(370)	(105)	(19)	(917)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	32	-	-	231	1	11	275
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	1	(1)	1	(1)	20	39
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 337	680	526	874	1 502	(987)	4 931
Impôts	(658)	(221)	(151)	(193)	(340)	261	(1 302)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	1 687	458	375	681	1 162	(726)	3 637
Intérêts minoritaires	(237)	(21)	(101)	(79)	(23)	5	(454)
Résultat net part du Groupe	1 451	438	274	602	1 139	(721)	3 183

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)		T3-20	T3-19	9M-20	9M-19	Var T3/T3	Var 9M/9M
Résultat net part du Groupe - publié		977	1 199	2 568	3 183	(18,5%)	(19,3%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(65)	(242)	(294)	(482)	(73,2%)	(39,0%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]		912	956	2 274	2 701	(4,6%)	(15,8%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]		2 882,3	2 882,4	2 882,6	2 870,0	(0,0%)	+0,4%
Résultat net par action - publié [A]/[B]		0,32 €	0,33 €	0,79 €	0,94 €	(4,6%)	(16,2%)
RNPG sous-jacent		1 115	1 226	2 874	3 264	(9,1%)	(12,0%)
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]		1 050	984	2 580	2 782	+6,7%	(7,3%)
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]		0,36 €	0,34 €	0,89 €	0,97 €	+6,7%	(7,7%)

(en m€)		30/09/2020	30/09/2019
Capitaux propres - part du Groupe		64 591	62 287
- Emissions AT1		(5 134)	(5 134)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 562)	(3 576)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		-	-
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]		56 894	53 577
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(18 301)	(18 391)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]		38 593	35 186
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]		2 882,0	2 882,8
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]		19,7 €	18,6 €
+ Dividende à verser (€) [H]		0,0 €	0,0 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)		19,7 €	18,6 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]		13,4 €	12,2 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]		13,4 €	12,2 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		9M-20	9M-19
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires [H]		3 033	3 638
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires*** [J]		36 102	33 051
ROTE publié (%) [H]/[J]		8,4%	11,0%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires (annualisé) [I]		3 439	3 746
ROTE sous-jacent (%) [I]/[J]		9,5%	11,3%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe retraités des émissions AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes HTCS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le bénéfice net de l'entreprise (net des intérêts sur la dette AT1), rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours est également calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre.

A partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2020 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, Kas Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Depuis le 30 juin 2020, Menafinance est détenue à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance et est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

Agenda financier

11 février 2021	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020
7 mai 2021	Publication des résultats du premier trimestre 2021
12 mai 2021	Assemblée générale à Paris
5 août 2021	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2021
10 novembre 2021	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa